400F.CFA

Economie & Finances

# EcoMatin

Visitez notre siteweb
www.ecomatin.net

N° 00766 du lundi 03 février 2025 ☎ 222 208 927 // Directeur de Publication: Emile Fidieck // ☎ +237 695 484 736 / Tsinga Fecafoot - Yaoundé

BOISSONS ET SPIRITUEUX

## Après le Cameroun, Castel en passe de racheter Guinness au Ghana



L'accord d'un montant de plus de 50 milliards de Fcfa, qui attend d'être validé par les autorités réglementaires ghanéennes, va permettre au groupe français d'élargir sa présence en Afrique à 22 pays. **P.6**

RÉHABILITATION DE LA SONARA

## Le FMI fait pression sur le Cameroun P.10

CEMAC

## Pourquoi la Beac devrait maintenir le cap de la rigueur monétaire P.3

CAMEROUN

## L'UE centralise ses institutions dans un siège unique



Banque européenne d'investissement, services de la Commission européenne en charge de l'aide humanitaire et de la protection civile... seront logés dans un bâtiment dont la construction a débuté dans l'enceinte de la Délégation de l'UE à Yaoundé le 27 janvier. **P.11**

RACHAT DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAMEROUN

# L'État exerce son droit de préemption



Selon une correspondance du ministre des Finances consultée exclusivement par EcoMatin, l'État camerounais a officiellement exprimé à la Société Générale son intention d'exercer son droit de préemption sur le rachat de sa filiale locale. Cette décision reflète le souhait des autorités de contrôler le choix du futur acquéreur de la deuxième plus grande banque du pays. En collaboration avec le cabinet d'audit et de conseil Grant Thornton, Yaoundé a également réalisé une nouvelle évaluation de la banque, révélant un prix différent de celui demandé par le groupe français. Sur ce même dossier, la présidence de la République s'est indignée contre le manque de transparence et la manipulation des grands groupes bancaires à travers l'espace médiatique. Gros plan d'EcoMatin sur les chiffres et les derniers rebondissements de l'un des plus grands deals de l'année au Cameroun. **P.4**

AGRO-INDUSTRIE

# Le groupe Noutchogouin se renforce dans les engrais avec une nouvelle usine

Le groupe Noutchogouin Jean Samuel (NJS) franchit une nouvelle étape dans le secteur des engrais au Cameroun. Après avoir acquis les actifs de Yara dont l'usine est dotée d'un mélangeur de 120 000 tonnes par an, le leader de l'aviculture nationale prévoit l'ouverture en 2025 d'une nouvelle unité de production, avec pour objectif de proposer des fertilisants plus accessibles aux petits agriculteurs. Cette expansion s'inscrit dans une stratégie de diversification visant à capter une part du marché local des engrais, tout en contribuant à réduire la dépendance du pays aux importations. **P.6**

INDUSTRIE

## Prometal porte son capital à 25 milliards de Fcfa

Prometal renforce sa position de leader dans l'industrie sidérurgique camerounaise en haussant son capital de 5 milliards de Fcfa (+25%). Selon les informations d'EcoMatin, cette augmentation s'inscrit dans une stratégie d'expansion régionale et d'adaptation aux opportunités offertes par de nouveaux marchés. L'entreprise mise particulièrement sur l'exportation, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), qui offre de nouvelles opportunités aux entreprises industrielles africaines. En parallèle, l'entreprise investit massivement dans le secteur de l'aluminium et finalise des projets stratégiques, consolidant ainsi son rôle dans l'industrialisation du Cameroun et le développement des infrastructures métallurgiques en Afrique centrale. **P7**

SECTEUR BANCAIRE

## Un proche d'Oligui Nguéma intègre le Conseil d'administration de la Beac



Conseiller spécial du président de la transition du Gabon, le banquier de métier Franck Yann Koubje est devenu le second administrateur de son pays à la Banque des Etats de l'Afrique centrale. En attendant la désignation du prochain directeur général de l'exploitation, pour compléter le gouvernement de l'institut d'émission commun aux Etats de la Cemac. Cette désignation manifeste la volonté de Brice Clotaire Oligui Nguéma de suivre désormais de près l'activité de la banque centrale, notamment en enrayant les éventuels écarts de comportement de ses compatriotes à l'égard de l'équipe dirigeante. **P.3**

LE FOCUS

# Cameroun : les propositions des Nations Unies pour une mise en œuvre efficace des Zones économiques spéciales, annoncées en 2019

Dans son allocution de fin d'année 2024, le président camerounais Paul Biya a réaffirmé le démarrage des Zones économiques spéciales (ZES) de Bertoua et Edéa. Pour accompagner cette initiative, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique centrale (CEA) a formulé plusieurs recommandations afin d'assurer leur viabilité et leur efficacité.

Tout d'abord, il est essentiel d'établir un cadre légal et stratégique solide. Jean Luc Mastaki, Directeur du bureau Afrique centrale de la CEA, souligne l'importance du Plan directeur de développement industriel (PDI) porté par le ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique (Minmidt). Ce plan vise à faire du Cameroun un pays émergent d'ici 2035, avec un accent sur les secteurs stratégiques comme le bois, le textile, la métallurgie et la chimie.

Ensuite, la CEA insiste sur l'inclusivité des ZES. Celles-ci doivent créer des emplois et réduire la pauvreté en intégrant des politiques de formation et de développement des compétences. L'implication des écoles professionnelles et la promotion de l'entrepreneuriat féminin figurent parmi les priorités. « Il faut que ces zones soient incluses. Réussir pour nous (à la CEA, Ndlr) ce n'est pas d'avoir une zone économique ;c'est d'avoir une zone qui créé des emplois, qui a des impacts sur la pauvreté dans la zone où elle est installée et pour cela il faudrait qu'elle soit liée aux politiques et initiatives de formation et de développement des compétences. Par exemple, les écoles professionnelles, pour former les gens afin que l'on ne dise pas demain qu'ils ne sont pas employables », dixit Jean Luc Mastaki.

Une autre recommandation clé est l'intégration d'une dimension transfrontalière. Selon le Directeur du bureau Afrique centrale de la CEA, cela permettrait aux ZES de bénéficier d'économies d'échelle et d'un impact élargi. Par ailleurs, la CEA insiste sur le respect des Droits de l'Homme, notamment en ce qui concerne l'occupation des terres. Enfin, la valorisation des matières premières locales est un enjeu majeur. Les contrats avec les entreprises installées dans les ZES devraient inclure les entrepreneurs locaux et favoriser la transformation industrielle sur place. Par exemple, les ZES dédiées au bois doivent encourager la production de produits finis plutôt que l'exportation de grumes.

Ces recommandations ont été discutées lors du symposium tenu à Douala du 21 au 23 janvier 2025, réunissant divers partenaires internationaux. L'objectif de ces travaux selon les organisateurs était de co-créé un groupe de travail inter-agence et une plateforme de coopération régionale robuste pour accélérer l'opérationnalisation des stratégies d'industrialisation et la mise en œuvre des approches des chaînes de valeur à fort potentiel. Il était aussi question de permettre le lancement des travaux d'élaboration d'un programme conjoint visant à accompagner les Etats de la sous-région dans le développement et la mise en œuvre des ZES qui contribueraient à l'industrialisation inclusive et durable et d'autres objectifs de développement économique et social plus larges.

### Ambitions en Afrique Centrale

Il convient d'indiquer que la CEA soutient la mise en œuvre de 3 zones économiques spéciales en Afrique centrale. La première dédiée à la production de précurseurs de batteries, de batteries et éventuellement de véhicules électriques en République démocratique du Congo (RDC) et en Zambie. La seconde qui sera implantée au Tchad va se consacrer au bétail. La troisième sera dédiée à la transformation du bois à Bertoua au Cameroun. Pour cette dernière, le chef du Bureau sous-régional de la CEA précise que l'adhésion du Cameroun à Africa Finance Corporation (AFC) en 2022, a permis au pays d'accéder au financement de l'AFC pour la mise en œuvre de la ZES à Bertoua pour laquelle 1000 hectares de terres ont été sécurisés et un processus d'indemnisation lancé pour le développement du pôle industriel.

LES CHIFFRES

## 1,336 milliards de Fcfa

### Périmètre hydro-agricole à l'Extrême-Nord

***Le gouvernement du Cameroun va investir 1,3 milliard de Fcfa pour la mise en place d'un système d'irrigation en adduction d'eau potable et l'aménagement du périmètre hydro-agricole de 250 hectares (ha) dans la région de l'Extrême-Nord. Le projet est réparti en 3 lots dont le lot 1 (100ha) attribué au Groupement société Maina et Dardar business Sarl pour 570,7 millions de Fcfa ; le lot 2 (50ha) attribué au Groupement Sagis pour 480 millions de Fcfa et le lot 3 confié à Ectp/Ectp Cam Sarl pour 717,2 millions de Fcfa. Ces entreprises devront réaliser, en 6 mois, des travaux d'irrigation innovants et résilients au climat local dans le département du Logone et Chari. Ce projet est une phase du Projet de relance et de développement de la région du Lac Tchad (Prolac).***

## 294 milliards de Fcfa

### Feicom

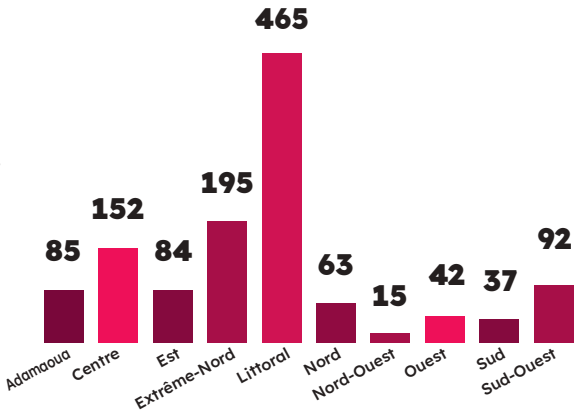
***Le Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale (Feicom) compte mobiliser 294 milliards de Fcfa en 2025. Un montant en hausse de 49% par rapport aux 197,6 milliards Fcfa collectés en 2024, sur un objectif de 189,4 milliards de Fcfa. Le Feicom ambitionne de doubler le volume de ses ressources financières à mobiliser en s'appuyant sur la base de l'optimisation et la sécurisation des ressources, la diversification des sources de financement et la rationalisation des délais de transferts des fonds aux communes et communautés urbaines. Il compte également sur la nouvelle loi portant fiscalité locale qui consacre de nouveaux prélèvements et taxes et qui permettrait de reverser au Feicom un peu plus de 30 milliards de Fcfa au profit des Collectivités décentralisées.***

LE GRAPHIQUE

# Enseignements secondaires : Le Littoral enregistre 38% des cas d'absentéisme

En date du 27 janvier 2025, Pauline Nalova Lyonga le ministre des Enseignements secondaires a publié une liste de 1 226 enseignants de leurs postes sur l'ensemble des 10 régions. A l'observation, la région du Littoral cumule à elle-seule 465 cas soit 38% de l'effectif global. Elle est suivie de l'Extrême-Nord qui totalise 195 enseignants déserteurs soit une proportion de 16% puis le Centre 152 cas (12,4%). C'est dire que ces trois régions concentrent 664,4% du nombre total des enseignants des lycées absents de leurs postes au Cameroun.

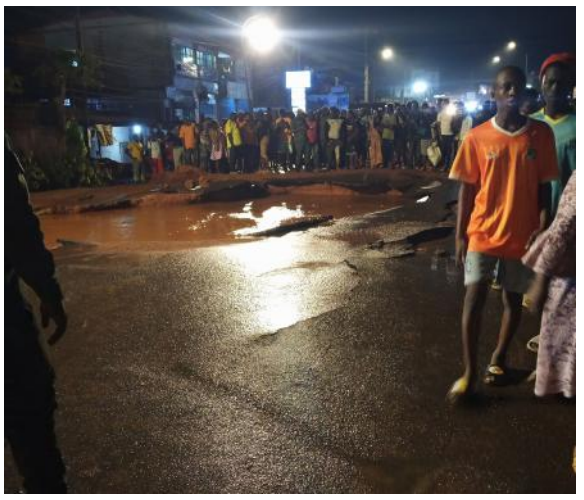
**Répartition des enseignants déserteurs dans les 10 régions**




*Source : Ministère des Enseignements secondaires*

L'IMAGE

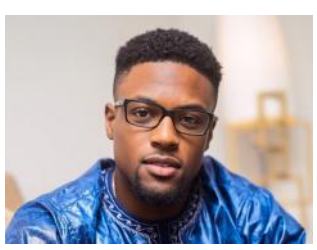
# Yaoundé : la rupture d'une conduite d'eau tourne au drame au quartier Ngousso



Surunerouteéclairée, une foule immense rassemblée autour d›un trou béant rempli d›eau. C'est l'image qui reste de la catastrophe qui s›est produite dans la nuit du 27 janvier 2025, au quartier Ngousso, dans le 5e arrondissement de Yaoundé, après la rupture d›une conduite d›eau. Le goudron a été défoncé et des fissures sont visibles sur les images de la scène. Selon la Camwater, il s›agit d›un «phénomène coup-de-bélier, une importante casse survenue sur la conduite DN 800». Les eaux se sont engouffrées dans le cratère d›environ 2m de profondeur, provoquant l›inondation des habitations voisines et causant d›importants dégâts matériels. Le bilan officiel fait état de 2 morts et plusieurs blessés conduits à l›hôpital. L›incident a également entraîné la perturbation de la distribution d›eau potable dans les villes de Yaoundé et de Soa. Cet incident met en lumière la vétusté des infrastructures et les défis liés à la maintenance du réseau de distribution d›eau potable à Yaoundé.

LE VISAGE

# Junior Boum III remporte l'Ecobank Fintech Challenge 2024 grâce à sa startup Daba Finance



L'entrepreneurcamerounais Junior Boum III et sa startup Daba Finance ont décroché le 1er prix accompagné d'une enveloppe de plus de 30 millions de Fcfa l›Ecobank Fintech Challenge 2024, un concours qui oppose les startups fintech en phase de démarrage et/ou matures. Le trentenaire s'est démarqué au milieu de 1 550 candidats provenant de 70 pays d›Afrique grâce à sa plateforme d'investissement intégrée qui assiste les individus et entreprises dans la réalisation d'investissements à travers le continent. Avec plus de 10 000 utilisateurs mensuels et 100 000 visiteurs, Daba Finance, fondée en 2021, a pour ambition de démocratiser l'investissement en Afrique.

EcoMatin

**Edité**: par EICI Sarl,

**Siège** : Rue CEPER, entrée Parc Kyriakides
**BP**

**Tel** : 35521 Yaoundé
: 22 22 08927/ 695 48 47 36/ 693 98 28 36

**Email** : contact@ecomatin.net

**Directeur de Publication**
Emile Fidieck :

**Conseiller du Directeur de Publication**
Conseiller financier : Florian Mpeck ;
Conseiller: Nasser Ngoume

**Coordonnateur de la rédaction:** Amina Malloum

**Rédaction Yaoundé** :
Tel : 6 93 98 28 36 / 697 80 63 37 :

**Rédaction**
Cindy Mbala Betine;
Marius Zogo;
Jean Omer Eyango
Réné Ombala
Benedicte Ngono
Mairamou Abdou;
Simon Pierre Mbarga
Vicky Bagal
Arthur Wandji
Albert Amougou

**Production et routage**
Fabrice Youmbi

**Département commercial et Marketing**
**Yaoundé: Tel** : 6 93 57 82 35

**Douala :Tel** : 679 73 80 48

**Infographie et Maquette**
Nang - Mbi Papin Loic

**3%**
**Inflation**
C'est le taux d'inflation que la Banque des Etats de l'Afrique centrale vise au cours de l'année 2025 en zone Cemac.

**5%**
**Taux directeurs**
C'est le taux d'intérêt des appels d'offres de la Beac, maintenu par son Comité de Politique Monétaire en décembre 2024.

**74,2 milliards de Fcfa**
**Dette publique**
C'est le montant de la baisse enregistrée en glissement annuel par le Gabon, sur l'encours de sa dette à fin septembre 2024.

# Pourquoi la Beac devrait maintenir le cap de la rigueur monétaire

**CEMAC**

***En 2025, la croissance économique de la Cemac est attendue à 3,2%, marquant une amélioration par rapport à l'année précédente. Seulement, cette légère embellie pourrait paradoxalement justifier le maintien de la politique d'austérité de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), soucieuse de contenir l'inflation et de stabiliser les équilibres macroéconomiques.***

*A.W.*

Selon le dernier rapport de politique monétaire de la Beac, la croissance économique dans les six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et République centrafricaine) devrait atteindre 3,2% en 2025, contre 2,7% en 2024 et 2,0% en 2023. Cette progression est attribuée aux initiatives de transformation structurelle en cours, notamment la stratégie sous-régionale de substitution aux importations pour des produits clés comme la viande bovine, le poisson et le riz. Mais bien que les prévisions de croissance affichent une amélioration, elle demeure insuffisante pour garantir une reprise économique solide. De plus, cette projection reste exposée à plusieurs risques, notamment l'instabilité de la demande extérieure et la dépendance aux matières premières. Dans ce contexte, la Beac redoute une inflation persistante qui pourrait compromettre le pouvoir d'achat des ménages et déséquilibrer la région, malgré un objectif affiché de ramener son taux à 3% en 2025.



Le siège de la Beac

En effet, malgré la légère reprise économique, les tensions inflationnistes restent vives. Selon la Beac, le taux d'inflation en moyenne annuelle se situe à 4,5% en septembre 2024, bien au-delà de la norme communautaire de 3%. Cette inflation est alimentée par plusieurs facteurs à savoir : « les effets des changements climatiques, notamment les inondations, les coûts encore élevés des intrants agricoles, la pression de plus en plus forte de la demande au Tchad suite à l'afflux de réfugiés soudanais, ainsi que les effets des révisions à la hausse des prix des carburants à la pompe au Cameroun », explique la banque centrale dans un document intitulé « Evolution de l'inflation dans la Cemac à fin septembre 2024 et perspectives à court et moyen termes ».

Ainsi, pour éviter une surchauffe inflationniste en période de reprise économique, la Beac pourrait poursuivre avec sa politique d'austérité en maintenant ses taux directeurs à des niveaux élevés. Lors de sa dernière réunion en décembre 2024, le Comité de Politique Monétaire a décidé pour la huitième fois consécutive en l'espace de deux ans, de conserver le taux d'intérêt des appels d'offres à 5% et le taux de facilité de prêt marginal à 6,75%. Ces décisions visent à limiter l'accès au crédit bancaire et à maîtriser la masse monétaire en circulation afin d'atténuer les tensions inflationnistes.

**Trois raisons**

En outre, la banque centrale reste vigilante face à la gestion de la liquidité excédentaire dans le système bancaire, qui pourrait nourrir l'inflation si elle était trop facilement accessible. D'où la nécessité de maintenir ses opérations de ponction de la liquidité dans le circuit bancaire sous-régional. Toutefois, une question persiste : pourquoi maintenir des taux élevés malgré la croissance ? L'argument central de la Beac est que, même avec une croissance à 3,2%, les fondamentaux macroéconomiques restent fragiles.

Ainsi, trois principales raisons expliquent pourquoi cette reprise de la croissance ne suffit pas à justifier un assouplissement monétaire. D'abord, l'inflation persistante bien au-delà du seuil de 3%. Ensuite, la vulnérabilité des économies de la Cemac. La région reste fortement dépendante des exportations de matières premières, notamment du pétrole, dont les prix sont volatiles. Un choc externe sur ces prix pourrait rapidement inverser la dynamique de croissance et aggraver les déficits budgétaires des États. Et enfin, le besoin de stabilisation des avoirs extérieurs. La Beac cherche également à renforcer ses réserves de change afin de garantir la stabilité du franc CFA. Une politique monétaire trop accommodante pourrait entraîner une fuite des capitaux et fragiliser la couverture monétaire.

« Tant que les pressions inflationnistes resteront supérieures à la norme communautaire de 3%, que les avoirs extérieurs demeureront en dessous des objectifs fixés, et que les finances publiques continueront de se détériorer, notamment avec des dérives budgétaires, la politique monétaire de la Beac conservera son orientation restrictive », déclarait le gouverneur de la Beac Yvon Sana Bangui, au sortir de la session du Comité de Politique Monétaire de décembre 2024.

**La Beac entre soutien à la croissance et lutte contre l'inflation**

Ainsi, le principal défi pour la Beac est de trouver un équilibre entre la nécessité de stabiliser les prix et le besoin de soutenir l'investissement et l'activité économique. Le maintien de taux directeurs élevés limite l'accès au crédit, ce qui pénalise particulièrement les Petites et Moyennes Entreprises (PME), moteur essentiel de la diversification économique. Toutefois, un assouplissement prématuré de la politique monétaire pourrait être perçu comme un signal négatif par les investisseurs et les institutions financières internationales. Il est donc probable que la banque centrale privilégie une approche prudente en maintenant sa politique monétaire restrictive jusqu'à ce que l'inflation montre des signes clairs de stabilisation.

# Oligui Nguéma désigne un proche collaborateur pour siéger au conseil d'administration

**BEAC**

***Conseiller spécial du président de la transition, le banquier de métier Franck Yann Koubje est devenu le second administrateur de son pays à la banque centrale. En attendant la désignation du prochain directeur général de l'exploitation, pour compléter le gouvernement de l'institution.***

*S.P.M*

Le général Brice Clotaire Oligui n'a pas tardé à doter la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) d'un nouvel administrateur. Si l'opération a été formalisée par le nouveau ministre de l'Économie et des Participations, Mark Doumba, le choix émane directement du dirigeant gabonais qui a jeté son dévolu sur Franck Yann Koubje.


Le Gabonais Franck Yann Koubje intègre le Conseil d'administration de la Beac

Parallèlement à ses fonctions actuelles de conseiller spécial du président de la transition, ce banquier de métier de 46 ans est désormais le second représentant du Gabon au conseil d'administration de la banque centrale, en remplacement de Linis Francis Lendjoungou, adversaire déclaré du gouverneur, Yvon Sana Bangui, qui a perdu ce statut après avoir été débarqué en décembre de son poste de conseiller financier de l'ex-ministre de l'Économie, Mays Mouissi.

Chaque pays ayant droit à deux administrateurs au sein du conseil d'administration de la Beac, Franck Yann Koubje siégera aux côtés de Jean-Baptiste Ngolo Allini, le directeur général de l'économie et de la politique fiscale au ministère de l'Economie et des Participations.

Ce diplômé en gestion du patrimoine de l'École supérieure de gestion (ESG) de Paris a fait l'essentiel de sa carrière chez BGFI qu'il intègre à son retour au pays, en 2006. Il gravit les marches au sein du groupe bancaire pour atteindre le rang de directeur. Il se voit ainsi successivement confier les portefeuilles de la ligne clientèle Etat et Institutionnels, de la banque de détail et État-institutionnels et enfin de la banque État-institutions et grandes entreprises, 2015-2019.

**200 FCFA**

***La nouvelle gamme de pièces de la Beac sera injectée sur le marché en 2025.***

Comme nombre de cadres gabonais passés par le moule BGFI, il fait le saut vers l'administration en étant nommé directeur général de la comptabilité publique et du trésor en juin 2019. Il en est évincé quelques jours après l'instauration de la transition. Mais sa traversée du désert ne sera que de courte durée. Puisqu'il est rappelé au palais du bord de mer en septembre 2023.

Cette désignation manifeste la volonté de Brice Clotaire Oligui Nguéma de suivre désormais de près l'activité de la banque centrale, notamment en enrayant les éventuels écarts de comportement de ses compatriotes à l'égard de l'équipe dirigeante. Il lui reste à compléter le gouvernement de la Beac, en choisissant le nouveau directeur général de l'exploitation de l'institution, poste qui échoit actuellement à son pays.

# L'État va exercer son droit de préemption

**RACHAT DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAMEROUN**

***Selon une correspondance du ministre des Finances consultée en exclusivité par EcoMatin, l'État du Cameroun a officiellement signifié à Société Générale qu'il souhaite exercer son droit de préemption sur le rachat de sa filiale camerounaise.***

*René Ombala*

L'État du Cameroun s'est officiellement invité au processus de cession des parts détenues par Société Générale dans sa filiale camerounaise. Dans une correspondance adressée le jeudi 16 janvier 2025 au Président du Conseil d'Administration de Société Générale Cameroun, le ministre des Finances Louis Paul Motaze a officialisé l'intention de son pays d'exercer son droit de préemption sur cette société détenue à 58,08 % par le groupe bancaire français.



Le Directeur Général du Groupe Société Générale, Slawomir Krupa et le Minfi Louis Paul Motaze

«Conformément à l'article 10.2 des statuts de la Société, j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'État du Cameroun, par l'intermédiaire du ministère des Finances que je représente, souhaite user de son droit de préemption», écrit Louis Paul Motaze. Il s'agit d'un privilège statutaire que détient l'État et lui donne la priorité dans l'acquisition d'un actif lorsque son propriétaire manifeste la volonté de le vendre. Louis Paul Motaze met ainsi en application les instructions du président de la République Paul Biya, transmises quelques mois plus tôt par son secrétaire général. Dans la correspondance consultée par EcoMatin, Etoudi déplore l'opacité qui s'est emparée du processus de rachat de la deuxième plus grande banque du pays, ainsi que les manœuvres de communication de « grands groupes bancaires » visant à influencer la bonne tenue du processus.

### Un prix de cession trop élevé ?

En se positionnant pour le rachat, Yaoundé remet la balle au centre alors que le processus de désengagement amorcé plusieurs mois auparavant par Société Générale était déjà bien avancé. Dans sa lettre, Louis Paul Motaze reconnaît avoir reçu du banquier parisien un « projet de cession » ainsi qu'une « proposition de prix offert par le potentiel cessionnaire ». Toutefois, la valorisation faite par Société générale de sa filiale camerounaise est différente de celle du Cameroun, ce qui laisse entrevoir de nouvelles tractations pour pouvoir déterminer le juste prix.

Avant de préempter, Yaoundé s'est attaché les services des filiales françaises, camerounaises et ivoiriennes du cabinet Grant Thornton qu'elles effectuent contre-valorisation de la banque. Celle-ci a été effectuée sur la base du modèle d'actualisation des dividendes (Discounted Dividend Model,DDM), qui selon le gouvernement, est « adaptée à Société Générale Cameroun et à son contexte ». Les calculs effectués par les mandataires de l'État valorisent Société Générale Cameroun à 211 158 000 000 FCFA soit environ 321,9 millions d'euros. Sur la base de cette estimation, Yaoundé doit payer 122,64 milliards FCFA correspondant aux 58,08% que le groupe français détient dans le capital de la banque.

On ignore à combien l'actif a été valorisé du côté de Société Générale. Mais la méthode d'évaluation de Grant Thornton laisse croire que le prix a été abaissé. Par exemple, le cabinet mandaté par Yaoundé a procédé à un ajustement à la hausse (+7,618 milliards FCFA) du montant des provisions des créances en souffrance « conformément aux règles de provisionnement de la COBAC ». Bien plus, apprend-on, un inventaire physique des immobilisations réalisé au cours de l'année 2024 fait ressortir des pertes potentielles de 1,93 milliard FCFA. D'autres ajustements concernent les provisions pour dépréciation des créances, mais surtout celles à comptabiliser suite à la liquidation officielle de Yup Cameroun prononcée en septembre 2024. « Je vous remercie de bien vouloir me tenir informé des étapes à suivre et des éléments nécessaires pour finaliser la cession », conclut le ministre camerounais des Finances dans sa correspondance.

### Mainmise sur le choix du futur repreneur

L'État Camerounais contrôle 25,6% du capital de la filiale locale de Société Générale. S'il acquiert la participation sus évoquée, il deviendrait majoritaire avec 83,68%. Mais tel n'est pas son objectif. Selon les informations de EcoMatin, Yaoundé souhaite, à travers l'exercice de son droit de préemption, avoir la mainmise sur le choix du futur potentiel repreneur. C'est d'ailleurs de cette manière que s'est pris l'État Congolais pour ensuite vendre Société Générale Congo à BGFIBank, alors qu'un accord de cession avait été déjà signé avec le groupe Vista.

Selon les informations à notre disposition, le Cameroun n'avait pas encore officiellement marqué sa préférence pour un repreneur. L'option de la CNPS, le fonds de pension public, n'est plus à l'ordre du jour. Le Directeur, le Directeur général Olivier Mekulu Mvondo s'est allié à plusieurs chefs d'entreprises locales pour pouvoir formuler une offre de rachat. Mais sa requête auprès des autorités est restée lettre morte.

En dehors de la CNPS, plusieurs groupes bancaires ont émis la volonté de racheter, notamment BGFIBank, Coris Bank, NSIA Bank, BCP ou encore First Bank of Nigéria. Au moment où nous mettons sous presse, difficile de savoir si l'un de ces acteurs est dans les petits papiers de Yaoundé.

Au Cameroun où elle est présente depuis le début des années 60, Société Générale opère à travers un réseau de 46 agences. La banque a réalisé un résultat net positif de 29,8 milliards de Fcfa en 2023, soit une hausse de 31% par rapport à 2022. Son total bilan a connu une croissance de 4% en un an, à 1 453,7 milliards FCFA la maintenant au rang de deuxième plus grande banque du pays derrière Afriland First Bank.

**MAITRE IRENEE CELESTIN NTAMACK PONDY**
*AVOCAT AU BARREAU DU CAMEROUN*
*Cabinet Sis au 1.382, Rue BOUE DE LAPEYRERE "Rue Mermoz"*
*BP : 8943 DOUALA-CAMEROUN, Tél/Fax : 233.43.22.16*
*Email : cabinetntamackpondy@yahoo.fr*

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE**

Il est porté à la connaissance du Public qu'il sera procédé le Jeudi 20 Février 2025 à 07 Heures 30 Minutes, par devant le Tribunal de Grande Instance du Wouri à Douala statuant en matière Commerciale, en la salle ordinaire de ses audiences sise au Palais de Justice réservée à cette Juridiction, à la vente de l'immeuble objet du titre foncier N°42549/W appartenant à Madame WANKO Clémentine épouse NOULOWE, Cadre d'Entreprise, Gérante statutaire et Associée unique de la Société IMPERIAL INVESTMENT HOLDING Sarl, Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle, au Capital de 1.000.000 F CFA dont le Siège Social est situé à DOUALA, quartier Bonapriso, au lieu-dit 198 Rue UTA, BP. 8670, Immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du Tribunal de Première instance de Douala-Bonanjo sous le numéro RC/DLA/2016/B/1372,

A la Requête de la Société COMMERCIAL BANK-CAMEROUN, en abrégé "CBC S.A" Société avec Conseil d'Administration au Capital de 16.500.000.000 FCFA, dont le Siège Social est sis 148 Avenue du Général de Gaulle, BP : 4004 Douala, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du Tribunal de Première Instance de DOUALA-BONANJO sous le numéro RC/DLA/1997/B/018409 ;

Agissant poursuites et diligences de son Directeur Général, Monsieur Léandre DJUMMO, domicilié audit Siège ;

Laquelle fait élection de domicile au Cabinet de Maître Irénée Célestin NTAMACK PONDY, Avocat au Barreau du Cameroun, BP : 8943 Douala, Tél/Fax : 233 43 22 16// 699 93 21 47, e-mail : cabinetntamackpondy@yahoo.fr aux fins du présent Exploit et ses suites ;

**EN VERTU DE**

- *La Grosse dûment en Forme Exécutoire d'un Acte Notarié N°5265 des 10 et 14 Mai 2019 du Répertoire de Maître Florence NJONGUE ETAME, Notaire à Douala, portant Convention de Prêt avec Affectation Hypothécaire sur le Titre Foncier N°42549/W et gage de matériel et équipement à acquérir entre la COMMERCIAL BANK-CAMEROUN en abrégé "CBC SA" et la Société IMPERIAL INVESTMENT HOLDING Sarl ;*
- *D'un Certificat d'Inscription Hypothécaire de Monsieur le Conservateur Foncier du WOURI « A » délivré le 08 Juin 2022 ;*

**SUIVI DE**

- *D'un Commandement aux Fins de Saisie Immobilière daté des 05 et 06 Juillet 2022 de Maître HAPPI Julienne, Huissier de Justice près la Cour d'Appel et les Tribunaux de DOUALA, BP : 1762, Tél : 677 75 85 98 ;*
- *D'un Cahier de Charges fixant les conditions et modalités d'Adjudication de l'immeuble, objet du Titre Foncier N°42549/W appartenant à Madame WANKO Clémentine épouse NOULOWE ;*
- *Du Jugement N°401/COM rendu le 03 Août 2023 par le Tribunal de Grande Instance du Wouri à Douala statuant en matière Commerciale, déclarant les saisis déchus de leur droit de contestation tout d'abord, ordonnant la continuation des poursuites ensuite et fixant enfin au 20 Février 2025 la nouvelle date d'Adjudication après accomplissement des formalités prévues par les Articles 276 et Suivants de l'Acte Uniforme portant Organisation des Procédures Simplifiées de Recouvrement et des Voies d'Exécution ;*
- *Du Jugement N°469/COM rendu le 21 Septembre 2023 par la Juridiction de Céans ordonnant le Sursis à Statuer de la date d'Adjudication jusqu'à l'issue de la Procédure aux fins de Défenses à Exécution pendante devant la Cour d'Appel du Littoral à Douala, formulée par Dame WANKO Clémentine Epouse NOULOWE ;*
- *De l'Arrêt N°051/DE rendu le 09 Février 2024 par la Cour d'Appel du Littoral à Douala déclarant irrecevable la Requête aux fins de Défenses à Exécution susvisée*
- *Vu le Jugement N°011/COM rendu le 02 Janvier 2025 par le Tribunal de Grande Instance du Wouri à Douala.*

**IL SERA ADJUGUE AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHERISSEUR, L'IMMEUBLE CI-APRES DESIGNE, APPARTENANT A MADAME WANKO Clémentine EPOUSE NOULOWE**

**DESIGNATION DE L'IMMEUBLE**

L'Immeuble Urbain bâti, sis à Douala 1er, quartier de BONANJO, au lieu-dit PLATEAU JOSS, d'une contenance Superficielle de 805 mètres carré, objet du Titre Foncier N°42549/W du Département du Wouri, Volume 214, Folio 22, appartenant en toute propriété à Madame WANKO Clémentine épouse NOULOWE, Gérant et Actionnaire unique de la Société IMPERIAL INVESTMENT HOLDING Sarl, BP : 8670, demeurant à DOUALA, née le 15 Décembre 1959 à Bafoussam, pour l'avoir acquis par achat de la Société Civile Immobilière DE PERE EN FILS en abrégé " *SCI DE PERE EN FILS*", alors représentée par Monsieur MOUHAMED OMAIS, suivant Acte N°16153/REP reçu le 25 Février 2016 par Maître Barbine WO'O BEFOLO, alors Notaire à DOUALA ;

**MISE A PRIX**

Outre les Charges, Clauses et Conditions insérées au Cahier des Charges dressé le 08 Novembre 2022 et déposé au Greffe du Tribunal de Grande Instance du Wouri à DOUALA le 08 Novembre 2017 par Maître NTAMACK PONDY Irénée Célestin, Avocat, les enchères seront reçues sur la Mise à prix de 1.089.940.244 (UN MILLIARD SOIXANTE NEUF MILLIONS NEUF CENT QUARANTE MILLE DEUX CENT QUARANTE QUATRE FRANCS) FCFA ;

Le Montant des enchères quant à lui est fixé à 10.000.000 (DIX MILLIONS) FCFA ;

Fait et Rédigé à Douala le ---------- par le Conseil de la Partie Poursuivante.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS, s'adresser à :

Maître HAPPI Julienne Epouse NGOM PRISO
Huissier de Justice
BP : 1762 Douala,
Tél : 233 677 75 85 98
étude sise au 635, Rue BEBEY EYOUM Carrefour "Porte Jaune".

Maître Irénée Célestin NTAMACK PONDY
Avocat
BP. 8943 DOUALA.
Tél/Fax : 233 43 22 16
e-mail : cabinetntamackpondy@yahoo.fr
Cabinet sis au 482 Rue BOUE DE LAPEYRERE "Rue MERMOZ"

Scanné avec CamScanner

# Les États vont davantage recourir aux prêts intérieurs pour refinancer la dette extérieure (S&P)

**CEMAC**

***L'agence américaine, spécialisée dans l'information et l'analyse financière, s'appuie sur l'arrivée en fin de cycle au premier semestre de cette année, de nombreux programmes conclus par certains Etats avec le FMI. Ce qui réduit les marges de manœuvre des pays dans la mobilisation des financements extérieurs.***

*SPM*




Une enseigne de Standard & Poor's

S&P Global ratings, vient de commettre une analyse financière des Etats de la CEMAC dans la mobilisation des financements extérieurs cette année. Selon l'agence américaine qui précise que ce travail ne constitue pas une notation, les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RCA et Tchad), baignent dans un contexte financier particulier.

De fait, pour ce qui est du cas du Gabon par exemple, S&P Global, rappelle que depuis le 13 janvier 2025, ses décaissements attendus de la Banque mondiale ont été suspendus, suite à l'accumulation d'arriérés de paiements de 17 milliards de Fcfa. Du coup, le pays ne disposant pas d'un accord de Facilité élargie de crédit avec le FMI, il lui sera difficile d'aller vers des partenaires bilatéraux ou multilatéraux en vue d'assurer le financement de ses besoins de trésorerie.

Mais à Libreville, où le directeur des opérations de la Banque mondiale et le Premier ministre de la Transition se sont rencontrés le 29 janvier 2025, on indique que le pays n'a pas été suspendu. D'ailleurs, la situation est sur le point d'être réglée. De plus, il est possible que le pays et le FMI parviennent à un accord mais pas avant le scrutin du 12 avril prochain. Toujours est-il que les marges de manœuvre du Gabon s'en trouvent limitées du fait de cette situation.

**Des fonds insuffisants**

Côté congolais et camerounais, bien que disposant d'un accord avec le FMI, ces deux Etats vivent les derniers mois de leurs programmes respectifs (avril pour le Congo et juillet pour le Cameroun). Seulement, souligne l'agence, des incertitudes demeurent quant à la conclusion d'une prorogation de ces derniers dont celui du Cameroun d'une durée de18 mois, adossé à la Facilité de résilience et de durabilité d'un montant de 183 millions de dollars.

Le Tchad et la Guinée équatoriale ne disposent pas de programme tandis que la RCA, malgré son accord avec le Fonds, est peu exposé. Du coup, le seul recours des Etats reste le marché des titres publics où, au premier semestre 2025, ils comptent lever 1317 milliards de Fcfa. Pourtant, ce marché, peu développé avec une liquidité peu abondante, n'a jamais été autant sollicité que ces deux dernières années. Rien qu'en 2023, 4 336 milliards de Fcfa ont été levés dans la Cemac, sur des émissions totales de plus de 7150 milliards de Fcfa. Une situation qui amène généralement les Etats à s'adresser au marché international des capitaux pour financer les déficits et les projets de développement.

« Par conséquent, le financement incertain du FMI, compte tenu de l'expiration des programmes avec le Cameroun et le Congo-Brazzaville (280 millions de dollars de décaissements au total pour 2024), dans un contexte de suspension des décaissements de la Banque mondiale au Gabon, obligera les États à recourir davantage au financement intérieur pour refinancer la dette extérieure », prédit l'agence américaine.

**Dépendance accrue**

Cette option a déjà mis la sous-région en porte-à-faux avec le FMI lorsque le Gabon, en 2024, a décidé de financer le remboursement d'une partie de son eurobond de 2015 en monnaie locale. Ce qui illustre la dépendance de plus en plus grande des Etats ces dernières années au financement intérieur qui, il y a huit ans, constituait seulement 8% contre plus de 20% de leur encours total de dette en 2023. Cette dépendance, prévient S&P, irait en s'intensifiant si les gouvernements ne parviennent pas à obtenir suffisamment de financements extérieurs.

Dans le même temps, entre l'offre et la demande, il y a un écart considérable. Alors que le marché offrait 201% de possibilités de financement, celles-ci affichent 44% en octobre 2024 dans un contexte où les banques sont exposées à hauteur de 28% à la dette souveraine des Etats au cours de l'exercice éponyme, contre 14% en 2017.

Toutefois, assure l'agence, les besoins de financements du Cameroun, du Tchad et du Congo ne dépasseront guère 4,1% de leur PIB en raison de la faiblesse des déficits budgétaires.

**Des stratégies annoncées**

Pour atténuer la pression sur les liquidités en zone CEMAC, S&P Global ratings préconise la conclusion d'accords entre le FMI et les pays de la sous-région. « L'obtention d'un financement du FMI permettrait d'obtenir un financement extérieur à des conditions d'emprunt favorables et de stimuler le soutien d'autres institutions internationales, ce qui atténuerait la pression sur les liquidités dans la CEMAC et éviterait une pression supplémentaire sur un marché régional saturé ».

La perspective de la conclusion de ces accords est plus que favorable dans la mesure où elle est contenue dans le communiqué final qui a sanctionné la réunion des chefs d'Etat de la CEMAC en décembre dernier à Yaoundé. De plus, le Gabon est en cours de négociation d'un programme avec le FMI tandis que, d'après S&P Global, le Cameroun et le Congo vont négocier une rallonge de leur programme, question d'obtenir de nouveaux financements de la communauté des bailleurs de fonds.

# La SNPC émet un emprunt de 100 milliards de Fcfa pour soutenir son programme de développement

**CONGO**

***Selon les informations d'EcoMatin, les fonds recherchés représentent une fraction des 300 milliards de Fcfa que la société prévoit de lever au total, pour soutenir ses projets d'expansion. L'objectif est d'augmenter la production nationale de pétrole, en réponse à l'épuisement des champs existants et à la nécessité de découvrir de nouveaux gisements.***

*Par : AM*



Maixent Raol Ominga, DG de la SNPC

La Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) fait sa première incursion sur le marché financier régional. Depuis le 23 décembre 2024, la société publique congolaise a émis un emprunt obligataire de 100 milliards de Fcfa (environ 152 millions d'euros). Cette opération, qui s'inscrit dans un programme global destiné à mobiliser à terme 300 milliards de Fcfa, se décline en plusieurs phases. Pour cette première tranche, 150 000 titres de créances ont été émis, au prix unitaire de 10 000 Fcfa, avec un taux d'intérêt de 6,5% par an.

Pour accompagner cette levée de fonds, l'entreprise publique s'est attachée les services de LCB Capital, Premium Capital Securities, Elite Capital Securities, EDC Investment Corporation et BGFI Bourse, qui auront la lourde tâche de mobiliser ces ressources dans un contexte régional particulièrement difficile. L'émetteur prévoit, selon nos informations après Brazzaville le 10 février, un roadshow à Libreville et Douala les 11 et 12 février prochain pour tenter de convaincre les investisseurs de la Cemac à souscrire à cet emprunt inédit pour la société.

Les fonds levés permettront de financer des projets d'expansion et de renforcement des activités de forage et de production pétrolière. L'objectif affiché est d'augmenter significativement la production nationale, dans un contexte marqué par le vieillissement des champs existants et la nécessité d'explorer de nouveaux gisements. L'Etat congolais a récemment accordé à la SNPC plusieurs permis d'exploration et d'exploitation, notamment sur les blocs Onshore Nanga I, Mayombe II et Kouakouala. Pour valoriser ces permis, la SNPC a engagé plusieurs initiatives, dont : l'acquisition de nouveaux équipements de fourrage pour améliorer l'extraction ; la formation et le renforcement des compétences de son personnel, en partenariat avec Sonatrach (Algérie), Socar (Azerbaïdjan) et l'Institut français du pétrole (IFP) ; le lancement de nouveaux fourrages et des travaux de maintenance sur les sites de Nanga I et Kouakouala.

Cette levée de fonds s'inscrit donc dans le programme stratégique « Performance 2025 », qui vise à augmenter les revenus de la SNPC. « La première opération de ce programme d'émissions a pour objectif de mobiliser un montant de 100 milliards de Fcfa afin de renforcer les activités de forage de la SNPC et d'augmenter de manière significative la production pétrolière nationale », indique la société. Cette dernière à identifier environ 14 projets prioritaires qui vont des opérations de forage, de complétion, aux travaux de maintenance sur les permis d'exploitation de Kouakouala et Nanga I... Sur le site de Kouakouala par exemple, un workover lourd du puits KKL-403ST est prévu, avec un budget de 2,38 milliards de Fcfa, ainsi que le forage, la complétion et les tests de deux nouveaux puits, pour un montant total de 15 milliards de Fcfa...

En s'appuyant sur cet emprunt obligataire, l'entreprise publique cherche à diversifier ses sources de financement, tout en consolidant ses ambitions de croissance dans le secteur énergétique. L'opération, qui bénéficie du soutien de l'État congolais, offre aux investisseurs une opportunité d'engagement dans le développement du secteur pétrolier national. « L'intérêt de ce choix repose sur la réalisation d'économies sur le coût du financement et le renforcement de la signature de la SNPC sur le marché financier de la zone Cemac », ajoute l'entreprise.

Signalons qu'en 2025, le gouvernement congolais ambitionne de quasiment doubler sa production journalière de pétrole pour atteindre 500 000 barils par jour, contre environ 330 000 barils par jour en 2024.

**50 milliards de Fcfa**
**Rachat de Guinness Ghana**
Diageo et Castel ont conclu un accord de vente de 80,4% des parts de Guinness Ghana pour 81 millions USD, soit 50,9 milliards de Fcfa.

**149**
**Capacité en cabine**
Le nouvel avion loué par Camair-Co est un Boeing 737-700 pouvant accueillir entre 120 et 149 passagers.

**10%**
**Economie numérique**
Le programme « Gabon Digital » a pour objectif de doubler la contribution du secteur numérique à 10% du PIB en 2025.

# Après le Cameroun, Castel en passe de racheter Guinness au Ghana

**BOISSONS ET SPIRITUEUX**

***L'accord d'achat signé ce 28 janvier pour un peu plus de 50 milliards de Fcfa permet au groupe français de faire son entrée sur ce marché et renforcer sa position face à Heineken. La transaction doit encore être validée par les autorités réglementaires ghanéennes.***

*Par : Vicky Bagal*



Des produits Guiness

Le groupe Britannique Diageo poursuit son retrait du marché africain. Après le deal conclu avec le groupe français Castel pour la reprise de ses parts dans Guinnes Cameroun Ltd. en 2022 et la vente en septembre 2024 Guinness Nigeria plc à Tolaram, le brasseur annonce la cession de sa participation dans son unité du Ghana. L'accord de vente a été conclu ce 28 janvier entre les deux géants de la bière pour 81 millions de dollars, soit environ 50,9 milliards de Fcfa. « Grâce à cette transaction, je me réjouis à l'idée que la marque Guinness continue de prospérer et de poursuivre sa croissance. Je suis ravi d'étendre notre partenariat avec Castel, un partenaire de longue date dans la région qui a fait ses preuves », a déclaré Dayalan Nayager, président de Diageo Africa dans un communiqué.

Plus précisément, l'entreprise britannique a vendu sa participation de 80,4 % dans Guinness Ghana Breweries à Castel en raison de 0,33$ par action. Le montant de l'accord étant inférieur à la valeur déclarée par la direction de la filiale dans un communiqué à la Bourse du Ghana, soit 104 millions de dollars. La finalisation de cette transaction est prévue au courant de cette année, sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires. Une fois bouclées Castel prendra le contrôle des usines et des marques produites et commercialisées par Diageo dans le pays à savoir Guinness, Malta, Orijin, Smirnoff Ice, Alvaro et autres spiritueux grand public.

Cette 3e session en 3 ans s'aligne, selon Guinness Ghana, à une révision du portefeuille de Diageo, en particulier autour de Guinness et de la participation de 34 % dans la division alcool de LVMH.

**Castel élargit son emprise en Afrique**

Dans les régions d'Afrique centrale et de l'Ouest, le Groupe Castel est partenaire de Diageo sur 11 marchés. En rachetant la filiale ghanéenne, le géant Français de la brasserie continue d'étendre son empreinte en Afrique. « Cette acquisition illustre l'esprit entrepreneurial qui anime Castel et marque une nouvelle étape dans notre ambition de croissance. Avec ce 22ème pays africain, nous réaffirmons notre dynamisme, notre audace et notre confiance dans le potentiel de l'Afrique », a affirmé Gregory Clerc, directeur général de Castel. En effet, la transaction annoncée fait suite à l'acquisition, en 2022, de deux brasseries africaines notamment Meta Abo en Ethiopie et Guinness au Cameroun. Cette dernière, validée en juillet dernier pour un montant de 459,8 millions de dollars, a permis à Boissons du Cameroun de contrôler 80 % de parts de marché locale des bières et plus de 90% du marché des boissons alcoolisées aromatisées (alcool mix).

Le marché ghanéen de la bière, estimé à 450 millions de dollars en 2021, selon la plateforme américaine d'analyse «Analytics Wine», est actuellement dominé par Guinness et South African Breweries (Heineken) ; par conséquent, l'acquisition de Guinness Ghana dont le chiffre d'affaires a connu une hausse de 35% à 148,5 millions de dollars en 2024, permet à Castel de contrôler près de 50% des parts de ce marché devant Heineken, présent à Accra depuis plus de 60 ans.

# Au Cameroun, Camair-Co loue un nouvel avion pour assurer ses opérations

**TRANSPORT AÉRIEN**

***Selon une source autorisée, le transporteur aérien du Cameroun vient d'acquérir un Boeing 737-700. L'appareil en location depuis le 27 janvier dernier, appartient à la compagnie tchèque Smartwings.***

*Par : Albert Amougou*



Un avion de la compagnie aérienne tchèque Smartwings

Au Cameroun, la flotte de Camair-Co s'agrandit. La compagnie aérienne nationale vient en effet de louer un nouvel avion pour ses opérations. Selon les informations de EcoMatin, il s'agit d'un Boeing 737-700, d'une capacité en cabine pouvant accueillir entre 120 et 149 passagers. L'appareil qui a été reçu le 27 janvier dernier, à l'aéroport international de Douala, appartient à la compagnie aérienne tchèque Smartwings. C'est le deuxième appareil que le transporteur camerounais loue en moins d'un an, après l'arrivée, le 24 mars 2024, de l'Embraer E195-E1 de Marathon Airlines, loué en contrat ACMI par Camair-Co.

Bien que la source n'ait pas donné les raisons de cette location, cet avion pourrait permettre non seulement de doper le parc de l'entreprise composé actuellement de six appareils, mais aussi d'améliorer l'offre des services Camair-Co sur son réseau domestique et même régional. Cette acquisition intervient en tout cas dans un contexte où le pavillon camerounais souhaite renforcer sa présence en Afrique centrale et de l'Ouest, en offrant des liaisons régulières vers les principales capitales de la sous-région. En témoigne l'ouverture des lignes Douala - Cotonou, Douala - Pointe-Noire et Douala -Brazzaville en 2024, après Douala – Libreville et Douala -N'Djamena. Actuellement, le pavillon camerounais dessert six destinations domestiques, notamment Bafoussam, Douala, Garoua, Maroua, Ngaoundéré et Yaoundé.

Outre la location de ce Boeing, il faut noter que Camair-Co travaille également à la modernisation de sa flotte existante. Dans son plan de développement à court et à moyen terme, la compagnie envisage d'acquérir de nouveaux appareils dans les années à venir, afin de proposer un service plus compétitif à ses clients. Ce nouvel avion rejoint ainsi le 737-700 en service, qui a récemment repris ses vols après une interruption de trois semaines due à une dépressurisation.

# Le groupe Noutchogouin se renforce dans les engrais avec une nouvelle usine

**CAMEROUN**

***Après avoir repris les actifs du norvégien Yara, le groupe NJS renforce ses investissements dans la production d'engrais et mise sur des produits facilement accessibles pour les petits paysans.***

*Bénédicte Ngono*


Une usine du Groupe Noutchogouin au Cameroun

Le groupe Noutchogouin Jean Samuel (NJS) prévoit d'inaugurer en mars 2025 une usine de blending (mélangeur) d'engrais, plus d'un an après avoir repris les activités de Yara, a révélé Jeune Afrique citant des sources confidentielles. À travers cette unité, le groupe familial, leader de l'aviculture dans le pays, va produire une nouvelle gamme d'engrais commercialisée sous la marque Hydrochem du nom de sa filiale dédiée. Cette nouvelle unité mettra sur le marché des intrants plus « simples et accessibles » aux paysans locaux, à la différence de ceux des marques Yara qui sont des engrais sophistiqués et donc pas toujours à la bourse des petits agriculteurs.

Mais parallèlement, NJS poursuit l'exploitation de l'unité de Yara, dotée d'un mélangeur de 120 000 tonnes par an. La capacité de production du nouveau mélangeur serait de 25 000 tonnes selon Jeune Afrique. Contacté par EcoMatin, Hydrochem n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet. L'offensive de NJS n'est pas inattendue. Son cœur de métier demeure l'aviculture, représentée par ses trois filiales : la Société des provenderies du Cameroun (SPC, s'occupant de l'alimentation du bétail et des œufs destinés à la consommation), Agrocam (axée sur la production de poussins d'un jour), et Belgocam (qui se concentre sur l'importation et la vente d'intrants). Cependant, le groupe a également pris soin d'investir dès le départ dans d'autres domaines, parmi lesquels figure celui des engrais.

Avec cette approche, NJS espère glaner un peu plus de parts sur un marché des engrais très concurrentiel et actuellement dominé par des acteurs tels que Solevo, ETG, OCP et des opérateurs locaux. À l'échelle nationale, le déploiement de NJS sur le segment des engrais permettra au Cameroun de réduire ses importations. D'après les données compilées par l'Institut national de la statistique (INS) dans son rapport annuel sur le commerce extérieur du pays, en 2023 par exemple, les achats de ces intrants agricoles ont culminé à 228 326 tonnes à fin 2023, pour une dépense globale estimée à 70,9 milliards de Fcfa. En 2022, le Cameroun avait dépensé 66,4 milliards de Fcfa, pour acheter 129 600 tonnes d'engrais sur le marché international. L'on attribuait cette hausse en raison de l'augmentation des prix consécutive au conflit entre la Russie (grand fournisseur des engrais au Cameroun, Ndlr) et l'Ukraine.

# Au Gabon, la pénurie d'électricité freine les activités de Maurel & Prom en 2024

**HYDROCARBURES**

***Le groupe pétrolier spécialisée dans l'extraction de pétrole et de gaz naturel en Afrique et en Amérique latine, a rendu public son rapport d'activités 2024. Ce dernier révèle que la production journalière de sa filiale gabonaise n'a connu qu'une faible progression d'1%, par rapport à 2023.***

*Par Albert Amougou*

Maurel & Prom a publié son rapport d'activités 2024, ce jeudi 30 janvier 2025. Le groupe pétrolier coté à la bourse de Paris, révèle dans ce document que la production journalière d'huile de pétrole de sa filiale gabonaise, M&P Gabon, s'est établit à 15 582 b/j (barils par jour) contre 15 354 b/j en 2023, soit une hausse sensible de 228 barils (+1%). C'est la plus faible marge de progression de production de ressources d'hydrocarbures qu'a enregistré la société en glissement annuel dans l'ensemble des pays où elle détient des actifs pétroliers en Afrique notamment en Angola où sa production est passée de 4 103 b/j en 2023 à 4 302 b/j (+5%).



Des installations de M&P au Gabon

Selon ce rapport, la production pétrolière journalière de M&P Gabon aurait pu être plus conséquente au Gabon, en 2024 par rapport à l'exercice précédente. La société pointe du doigt les nombreux délestages enregistrés au cours du quatrième trimestre, en raison de la crise énergétique que traverse la Société d'énergie et d'eau du Gabon (Seeg), plombée par des détournements de fonds et fraudes sur la distribution d'énergie. Cette crise énergétique a entraîné des perturbations dans les activités de Maurel & Prom, notamment dans l'exploitation de ses gisements et le fonctionnement de ses installations.

Pourtant, dès le premier trimestre (T1) de l'année sous revue, la production de M&P Gabon était sans cesse croissante (15 499 b/j au T1, 15 553 b/j au T2), et a même atteint le pic au T3 avec 16 437 b/j. Cependant, au T4 2024, cette dernière va chuter de plus de 1500 barils pour se situer à 14 838b/j. « La production du quatrième trimestre 2024 a été affectée par des problèmes électriques désormais réglés et par les arrêts de puits liés au déroulement de la campagne de stimulation », explique le groupe pétrolier.

Il faut noter que le ralentissement de la production de Maurel & Prom Gabon a des conséquences économiques importantes au sein de cette société. Bien que le prix de vente moyen de l'huile de pétrole dévoilé par le groupe soit de 80,3 dollars par baril au cours de cette exercice, en hausse de 1% par rapport à 2023 (79,3 $/b), le chiffre d'affaires (CA) de M&P Gabon a reculé d'un point. Ce dernier est passé de 442 millions de dollars (environ 278,2 milliards de Fcfa) en 2023 à 437 millions de dollars (275,1milliards de Fcfa) en 2024, soit une baisse de 5 millions de dollars (3,1 milliards de Fcfa), -1%.

Sur le marché gabonais, l'opérateur M&P exploite le gisement pétrolifère Ezanga, situé au sud de Lambaréné. Troisième plus grand producteur du pays selon un rapport de l'ITIE, il contrôle 9,6% de la production nationale du secteur, derrière Assala Energy (24%) et Perenco Oil&Gas (40,2%). Pour l'année 2025, la compagnie pétrolière souhaite continuer à remonter le potentiel de sa production au-dessus de 16 800 b/j, revendiqué à date, pour atteindre 21 000 b/j (100%), le maximum de sa capacite de production journalière au Gabon.

# Air Côte d'Ivoire réduit renforce ses opérations en Afrique centrale

**AVIATION**

***La compagnie aérienne nationale ivoirienne a annoncé le 29 janvier dernier des modifications importantes dans son ajustement de service pour la saison d'été 2025, afin de consolider sa présence et d'améliorer ses opérations.***

*Par Cindy Mballa Betine*

Air Côte d'Ivoire ajuste sa stratégie pour optimiser ses opérations régionales. La compagnie aérienne nationale ivoirienne a en effet soumis, le 29 janvier dernier, des modifications à son programme de vols pour la saison d'été 2025. Ces ajustements comprennent notamment une rationalisation de son réseau, avec la réduction des opérations en Afrique de l'Ouest et l'optimisation vers les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), également connue sous le nom de Liptako-Gourma (Mali, Niger et Burkina Faso). Cette décision s'accompagne d'un renforcement des lignes existantes en Afrique centrale depuis sa base située à Abidjan. Selon les informations d'EcoMatin, les liaisons à destination de la République du Congo, de la RDC, du Gabon, du Burkina Faso, du Niger, de l'Afrique du Sud et du Nigeria sont concernées par ces changements.



Un avion de la compagnie Air Cote d'Ivoire

Dans le détail, la liaison Abidjan – Brazzaville – Kinshasa, reliant la Côte d'Ivoire à la RDC avec une escale en République du Congo, sera assurée à partir du 8 avril par un vol hebdomadaire. Bien que les informations sur la fréquence actuelle de cette route ainsi que la qualité de l'appareil qui l'opère ne soient pas divulgués, la nouvelle configuration prévoit que cette dernière sera opérée par un avion de ligne Airbus d'une capacité en cabine allant de 124 à 156 passagers. Cependant, à compter du 1er mai 2025, la fréquence de cette ligne va augmenter de 50%, passant d'un à deux vols par semaine.

D'autres ajustements de fréquences sont à noter sur la desserte du Congo à partir du mois de mai 2025. Notamment sur la ligne Abidjan – Pointe Noire – Brazzaville, il est prévu une réduction de fréquences de 50%, passant de deux vols hebdomadaires à un vol hebdomadaire à partir du 7 mai 2025, au profit de la ligne Abidjan – Pointe Noire – Kinshasa qui verra sa fréquence doublée.

**Plus de vols directs sans escales au Gabon**

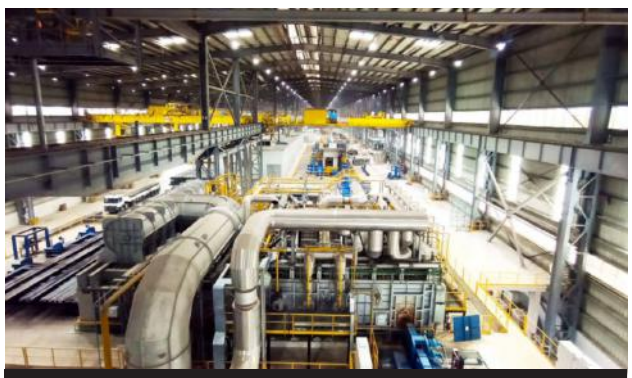
En Afrique centrale, outre le Congo, seule la liaison Abidjan – Libreville au Gabon a aussi été modifiée parmi les trois pays que dessert Air Côte d'Ivoire dans cette zone. En effet, à compter du 1er juin 2025, la desserte de Libreville, qui était assurée par un vol direct sans escale sur les sept hebdomadaires disponibles, sera assurée par trois vols directs sans escales, affrétée par avion airbus A319, avec une capacité de 124 à 156 passagers. Rappelons qu'en août dernier, Air Côte d'Ivoire, fondée en 2012, a annoncé avoir atteint l'équilibre financier en 2023, enregistrant un bénéfice net de 658 millions de Fcfa, une première en dix ans d'activité.

# Prometal porte son capital à 25 milliards de Fcfa pour soutenir sa croissance régionale

**CAMEROUN**

***Selon les informations d'EcoMatin, cette initiative s'inscrit également dans une stratégie visant également à mieux répondre aux exigences de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).***

*Par Cindy Mballa Betine*



Prometal augmente son capital de 5 milliards de Fcfa

Prometal, acteur majeur de l'industrie sidérurgique camerounaise, a porté son capital social à 25 milliards de Fcfa, contre 20 milliards auparavant. Cette augmentation de 5 milliards de Fcfa (+25%) a été adoptée par les associés de cette entreprise spécialisée dans la transformation de l'acier, lors d'une Assemblée générale tenue le 18 juin 2024, comme l'indique une annonce légale publiée dans le quotidien Cameroon Tribune du 30 janvier 2025.

Selon l'entreprise contactée par EcoMatin, derrière cette décision se cache une ambition claire : accroître sa présence en Afrique centrale et répondre aux besoins croissants du marché régional. Prometal mise particulièrement sur l'exportation, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), qui offre de nouvelles opportunités aux entreprises industrielles africaines. Grâce à cette dynamique, le groupe dirigé par le franco-libanais Hayssam El Jammal entend se positionner comme un acteur clé du développement industriel de la sous-région.

**Investissements massifs dans l'aluminium et le fer**

L'un des axes majeurs de cette expansion est l'entrée de Prometal dans le secteur de l'aluminium. Le 13 août 2024, l'entreprise a signé une convention avec l'État camerounais pour le développement de Proalu, sa nouvelle filiale dédiée à la transformation de l'aluminium. Ce projet prévoit un investissement de 88 milliards de Fcfa pour la construction d'une usine d'une capacité de 60 000 tonnes/an dans la zone industrielle de Douala-Bassa. Cette unité vise à créer une filière intégrée bauxite-alumine-aluminium, contribuant ainsi à la transformation locale des matières premières.

En parallèle, Prometal finalise plusieurs chantiers stratégiques, notamment la mise en service d'une sixième unité de production à Douala-Bassa spécialisée dans la transformation de l'aluminium et des métaux non ferreux, ainsi que le complexe sidérurgique du port en eau profonde de Kribi. Ce dernier sera dédié à la transformation du fer, permettant ainsi d'augmenter significativement la production destinée aux marchés local et continental.

**Un acteur stratégique pour l'économie camerounaise**

L'augmentation du capital obéit aussi, a appris EcoMatin, au positionnement que lui a conféré la Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac) qui classe Prometal parmi les entreprises autorisées à emprunter au-delà des marges règlementaires, en raison de son importance et de son poids dans l'économie. L'année dernière, l'entreprise créée en 2010 a franchi un cap avec l'inauguration de deux nouvelles unités de transformation, d'une valeur totale de 57 milliards de Fcfa : Prometal 4, qui a nécessité un investissement de 45 milliards de Fcfa, se spécialise dans la production de fer à béton et de fil machine ; et Prometal 5, d'un coût de 12 milliards de Fcfa, regroupe deux unités de production à savoir Progaz, dédiée à la fabrication de bouteilles de gaz, et Profab, spécialisée dans les structures métalliques.

# L'émiratie Etihad Rail Company lorgne 6 projets de près de 20 000 milliards de Fcfa

**CAMEROUN**

***Une importante délégation de cette société basée aux Émirats Arabes Unis, a été reçu en audience le 30 janvier dernier à Yaoundé, par le ministre des Transports camerounais, Jean Ernest Massena Ngalle Bibehe.***

*Par : Albert Amougou*



Aperçu d'une œuvre réalisée par d'Etihad Rail Company

Au Cameroun, le secteur des transports attire des convoitises à l'aube de la période électorale 2025. Le 30 janvier dernier à Yaoundé, une importante délégation d'Etihad Rail Company, la compagnie ferroviaire émiratie, est venue évaluer l'état actuel du secteur ferroviaire camerounais, en vue d'un développement probable du réseau et d'une connexion avec les pays voisins. Les opportunités d'investissement, la coopération et le partage d'expérience ont également été au centre des discussions. Ces émissaires qui marquent ainsi les premiers pas de cette entreprise dans le pays, ont été reçus en audience par Jean Ernest Ngallé Bibehe, le ministre camerounais des Transports. Cette visite intervient quelques jours seulement après la signature d'accord de coopération aérienne entre le Cameroun et le Qatar.

Selon des sources proches du dossier, la délégation d'Etihad Rail, conduite par Tariq Al Falahi, directeur général des Affaires étrangères de la société, et Saqqaf Alattas, directeur des Projets Internationaux, a reçu une présentation détaillée de six projets de construction de chemins de fer. Il s'agit notamment de quatre grands projets à court terme à savoir : Edea-Kribi-Campo (environ 184 km) d'un coût estimé à 744 milliards de Fcfa et dont les études de faisabilité et conception préliminaire sont achevées. Le projet Douala-Ngaoundéré (environ 935 km), d'un coût estimé à 6 800 milliards de Fcfa ; Douala-Limbe-Idenau (105 km) d'un coût d'environ 737 milliards de Fcfa (études de faisabilité et conception préliminaire achevées) et Mbalam-Kribi (environ 540 km) d'un coût estimé à 5 500 milliards de Fcfa.

Un projet à moyen terme a également été évoqué. Il s'agit du projet de construction de ligne de chemin de fer Ngaoundéré-Ndjamena (plus de 814 km), d'un coût estimé à 5 000 milliards de Fcfa. Les études de faisabilité et conception préliminaire de ce dernier sont en cours. Globalement, le coût total de ces projets est estimé à 18 781 milliards de Fcfa. « S'intéressant à ces projets, tant la délégation de la compagnie ferroviaire Etihad que le ministre Jean Ernest Massena Ngalle Bibehe, ont été unanimes pour qu'un protocole d'accord soit établi afin de lancer officiellement la coopération. », confirme le ministère camerounais des Transports.

**Les défis à relever**

Il est important de noter que ces projets n'en sont qu'à leurs débuts. D'autres études devraient être menées et des accords financiers devront être conclus avant d'éventuels démarrages des travaux. Cependant, l'intérêt manifesté par Etihad Rail est un signe encourageant pour l'avenir du transport ferroviaire au Cameroun. Le géant émirati fondée en 2009 avec un capital de 1 000 000 000 de Dirham des Émirats Arabes Unis (DEA), soit 171,7 milliards de Fcfa (environ 262,3 millions d'euros), est le développeur et l'exploitant ferroviaire national des Émirats arabes unis. L'entreprise construit, selon les normes internationales, le réseau ferroviaire des Émirats arabes unis qui relie les principaux centres de commerce, d'industrie, de fabrication, de production, de logistique, de population et tous les principaux points d'importation et d'exportation des Émirats arabes unis, et fait partie intégrante du réseau ferroviaire du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Son réseau couvre les principaux ports des Émirats arabes unis, les centres industriels et les sept émirats. Etihad Rail est la première compagnie mondiale à avoir lancé les premiers certificats d'évitement et de réduction des émissions de carbone en 2024.

**Enjeux et perspectives**

L'arrivée d'Etihad Rail au Cameroun pourrait avoir un impact significatif sur le développement du pays. Un réseau ferroviaire moderne et efficace faciliterait le transport des personnes et des marchandises, réduisant ainsi les coûts et les délais. Cela stimulerait le commerce, l'investissement et le tourisme, contribuant ainsi à la croissance économique du pays.

# Ethiopian Airlines augmente à nouveau ses opérations au Congo de 25%

**TRANSPORT AÉRIEN**

***La compagnie aérienne éthiopienne, a récemment communiqué une sélection de modifications de service sur son réseau africain pour la saison d'été 2025.***

*Par : Albert Amougou*

Le marché du transport aérien congolais attire sans cesse des opérateurs, parmi lesquels le géant africain Ethiopian Airlines. En effet, la compagnie aérienne éthiopienne a communiqué le 30 janvier 2025 une sélection de modifications de service sur son réseau africain pour la saison d'été 2025, d'après le site spécialisé Aeroroute. Selon cette annonce, les fréquences de vols du transporteur sur les lignes Addis-Abeba – Brazzaville– Pointe Noire et Addis Abeba- Pointe Noire (ligne directe), ses principales destinations au Congo, connaissent une reconfiguration stratégique. Notamment sur la ligne Addis Abeba – Brazzaville – Pointe Noire – Addis Abeba, une augmentation d'un vol hebdomadaire passant de 4 à 5 hebdomadaires, effectif à partir du 27 juin prochain (+25 %), en valeur relative.

Parallèlement, Addis Abeba – Pointe Noire (vol direct) passe de 3 à 2 hebdomadaires à partir du 22 juin 2025. Bien que la compagnie ne renseigne pas sur les raisons de cette reconfiguration, l'augmentation de vols sur sa desserte triangulaire au Congo pourrait être liée à une augmentation de la demande ou une volonté d'optimiser ses opérations. Cette reconfiguration survient trois mois après une première augmentation de vols directs entre Addis-Abeba – Brazzaville et Addis-Abeba – Pointe Noire, en octobre 2024, ce qui témoigne de l'intérêt croissant d'Ethiopian Airlines pour le marché congolais où elle exploite des Boeing 787-8/-9, pouvant accueillir entre 250 et 300 passagers.

Le renforcement des activités d'Ethiopian Airlines au Congo intervient dans un contexte où les compagnies Ecair et Air-Congo sont en voie de fusion pour développer un secteur aérien solide. L'annonce a été faite par le gouvernement congolais lors de la réunion entre les partenaires sociaux et les autorités tenue à Brazzaville le 24 janvier 2025. Bien que les détails de ce projet de fusion qui devrait marquer la naissance d'une compagnie aérienne publique unique dans le pays restent encore flous, cette initiative pourrait contribuer à accentuer la concurrence et améliorer la qualité des services.

De même, la création d'une compagnie nationale plus forte pourrait stimuler le marché et inciter les autres acteurs, y compris Ethiopian Airlines, à proposer des offres plus compétitives. Le géant éthiopien rivalise ainsi avec des compagnies régionales telles qu'Asky et Rwandair sur le marché congolais, et avec des compagnies européennes comme Air France sur cette liaison.

Rappelons qu'Ethiopian Airlines a franchi une étape importante au cours de l'exercice 2023-2024, en transportant 17,1 millions de passagers, soit une augmentation de 23% par rapport à l'année précédente. La compagnie a également consolidé sa position de leader dans le fret aérien sur le continent, en transportant plus de 754 680 tonnes de marchandises, pour clôturer l'exercice avec un chiffre d'affaires de 7 milliards de dollars (soit 4,419,2 milliards de Fcfa). Pour soutenir sa croissance future et répondre à la demande croissante, Ethiopian Airlines prévoit de quadrupler le nombre de passagers dans le pays grâce à la construction d'une nouvelle plateforme aéroportuaire à Bishoftu et densifier ses opérations sur les dessertes existantes comme celles du Congo.

# L'État accorde 2 ans en plus à Oriole Resources pour explorer le calcaire de Wapouze

**CAMEROUN**

***Bien que la société d'exploration aurifère ait obtenu l'approbation du gouvernement pour modifier la substance de son permis de recherche, passant de l'or au calcaire en septembre 2023, les travaux d'exploration sont restés suspendus depuis plus d'un an, en attente de cette prorogation essentielle.***

*Par : A A*

La société d'exploration aurifère britannique Oriole Resources a annoncé avoir obtenu le renouvellement de sa licence d'exploration de calcaire à Wapouzé, au Cameroun, pour une durée de deux ans. Initialement délivrée pour l'exploration aurifère en 2019, cette licence a fait l'objet d'un changement de substance validé par le gouvernement en septembre 2023. Ce revirement s'explique par le potentiel économique limité des anomalies aurifères identifiées dans la zone. Toutefois, une analyse approfondie des données a révélé la présence en grande quantité de matériaux carbonatés affleurants, ouvrant des perspectives industrielles intéressantes, notamment pour répondre à la forte demande de calcaire dans l'industrie locale du ciment.

Lors de ses premières recherches, la société avait découvert une grande quantité de roches carbonatées, contenant du marbre et du calcaire, sur son projet aurifère de Wapouzé, situé au nord du Cameroun. Sur les 14 échantillons d'éclats de roche collectés et analysés en laboratoire, 13 se sont révélés être des minerais de haute qualité, exploitables dans la production de ciment. Selon les analystes, le calcaire présente en effet une alternative avantageuse au clinker, principal composant du ciment Portland, dont la production génère environ 8 % des émissions mondiales de CO2. La fabrication du clinker nécessite de chauffer du calcaire et de l'argile à des températures très élevées (environ 1450°C), un processus énergivore et polluant. L'intégration du calcaire comme substitut partiel au clinker permettrait de réduire significativement ces émissions. Des études estiment que remplacer 20 à 30% du clinker par du calcaire pourrait diminuer les émissions de CO2 de près de 20%.

**Un levier pour l'économie locale**

En plus de son impact environnemental positif, le calcaire est une ressource naturelle abondante et plus facilement exploitable que d'autres matières premières utilisées dans l'industrie cimentière. Son utilisation favorise la préservation des ressources rares et améliore certaines propriétés du ciment, comme sa durabilité et sa résistance à long terme, tout en réduisant les coûts de production. Ainsi, l'intensification de l'exploration du calcaire au Cameroun et le développement du secteur par Oriole Resources pourraient renforcer la sécurité de l'industrie locale face aux fluctuations du marché international du clinker. En exploitant le calcaire local, le pays réduirait sa dépendance aux importations, stabiliserait les coûts de production et soutiendrait la croissance économique.

Actuellement, selon Oriole Resources, l'industrie du ciment au Cameroun est estimée à environ 700 millions de livres sterling par an (soit environ 547,8 milliards de FCFA au taux de change du 29 janvier 2025). Toutefois, elle reste fortement tributaire des importations de clinker, un composant clé obtenu à partir de calcaire de qualité ciment. En exploitant davantage cette ressource locale, le Cameroun pourrait ainsi renforcer son indépendance industrielle et réduire son empreinte écologique.

# Le Congo sollicite une rallonge de trois mois de son programme avec le FMI

**CEMAC**

***Les autorités de Brazzaville demandent plus de temps pour achever nombre de réformes et boucler plus sereinement les revues du programme.***

*SPM*




Le FMI

Le Congo et le Fmi sont parvenus à un accord sur la prolongation de l'accord de Facilité élargie de crédit conclu le 21 janvier 2022 et qui arrivait à échéance le 20 janvier 2025. Les autorités ont motivé leur demande par la volonté de de bénéficier de plus de temps en vue de boucler la 6ème revue de l'accord. Le délai supplémentaire permettra aux autorités d'achever les réformes ; de parvenir à un accord sur les politiques appropriées pour soutenir l'achèvement de la 6ème revue de la FEC pour la République du Congo, de préparer la documentation destinée au Conseil d'administration. Ce qui permettra à l'instance de procéder à un examen des politiques régionales et des assurances politiques pour la CEMAC, « essentiel au succès du programme soutenu par le Fonds au Congo ».

D'après le FMI dans son communiqué, il s'est appuyé sur le respect de tous les critères de réalisation quantitatifs à fin juin 2024. Seulement, déplore le Fonds, l'objectif d'un plafond zéro concernant de nouveaux arriérés extérieurs a été violé en même temps que plusieurs autres objectifs ont été manqués. Entre autres indicateur de performance non atteinte, il y a la mise à disposition de ressources pour les couches vulnérables à travers le Programme national de filets sociaux ; les retards dans la promulgation des lois relatives à la TVA sur les hydrocarbures, et le logiciel de suivi des finances publiques en dépit des progrès significatifs réalisés dans cette réforme.

Face à ces observations et carences, « les autorités ont réaffirmé leur engagement à faire preuve de prudence budgétaire pour atténuer les pressions persistantes sur la liquidité et préserver les gains réalisés dans le cadre de la FEC. Ils promettent aussi de poursuivre l'assainissement budgétaire cette année grâce aux résultats des recettes hors-pétrole. Le Fmi recommande également la mobilisation des recettes et de rationaliser les dépenses, tout en protégeant les dépenses ciblées de réduction de la pauvreté. « Il est essentiel de respecter cet engagement pour réduire les pressions sur la liquidité, qui pourrait persister à court terme », assure le FMI.

S'agissant de l'opération de reprofilage de la dette intérieure initiée par les autorités en octobre 2024, celle-ci est appréciée par le Fonds en ce qu'elle a contribué en partie à reporter l'amortissement du trésor public au-delà de 2029. « Les autorités ont convenu qu'il était nécessaire de jeter les bases d'une économie durable. Une croissance inclusive nécessite d'accélérer la mise en œuvre de réformes structurelles pour renforcer les bonnes pratiques de gestion de la dette, améliorer la gouvernance, accélérer la diversification économique et construire une économie à l'épreuve du climat », renseigne le FMI qui conclut par l'extension du programme au 20 avril 2025.

La prorogation du programme du Congo lui ouvre des marges de manœuvre dans la négociation de ressources extérieures en vue de financer son déficit budgétaire et de réaliser son programme d'infrastructures. Cette issue permet aussi au Congo de desserrer la pression sur les liquidités tel que l'a indiqué l'agence de notation S&P Global dans son analyse sur l'économie de la sous-région il y a quelques jours. Mais, le Congo devrait négocier un de succession question de s'abriter des tensions de trésorerie et de la fragilité du marché domestique des capitaux qui risque d'être sursollicité cette année. «L'obtention d'un financement du FMI permettrait d'obtenir un financement extérieur à des conditions d'emprunt favorables et de stimuler le soutien d'autres institutions internationales, ce qui atténuerait la pression sur les liquidités dans la CEMAC et éviterait une pression supplémentaire sur un marché régional saturé », suggère l'agence de notation.

# 63 milliards de Fcfa pour renforcer le système statistique du Cameroun

**BANQUE MONDIALE**

***Ce financement a été consenti en faveur du statisticien national dans le cadre du Projet pour l'harmonisation et l'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (Hiswaca), ouvert au Cameroun et aux autres pays de la Cemac;***

*CMB*



Siège de l'INS

Le Cameroun vient de bénéficier de 63 milliards de Fcfa pour la mise en œuvre du Projet pour l'harmonisation et l'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (Hiswaca). La signature de l'accord de prêt a été finalisé le 24 janvier 2024 par le Directeur de l'Institut national de la statistique (INS), Joseph Tedou, après approbation du chef de l'Etat le 8 janvier dernier.

Ce financement est destiné à permettre au pays d'améliorer son Système National d'Information Statistique (SNIS) « pour le rendre performant et durable », selon le DG de l'INS. Ce en « veillant à l'adoption des normes internationales et la production des sources de données et des indicateurs les plus critiques pour le suivi-évaluation des programmes de développement du pays », poursuit-il. Il s'agira dans le cadre de ce projet de mener quelques actions concrètes, notamment la mise à niveau et la modernisation des infrastructures, l'harmonisation et production de statistiques de base à l'aide de standards internationaux.

Le projet Hiswaca par lequel, le Cameroun obtient un appui de la Banque mondiale est financé dans son ensemble –en Afrique centrale et de l'Ouest- à hauteur de plus de 600 milliards de Fcfa dont 266 milliards de Fcfa pour la zone Cemac (Cameroun, Gabon, Congo, Tchad, Centrafrique, Guinée-Équatoriale). C'est dans ce cadre que la Commission de la Cemac a aussi obtenu la somme de 63 milliards de Fcfa pour son déploiement dans la sous-région. A l'échelle de la Cemac, le projet Hiswaca a pour objectif de renforcer la coordination et l'harmonisation de la production des statistiques de qualité. Ce en vue de permettre l'amélioration de l'Indicateur de Performance Statistique (IPS) des pays participants, l'accompagnement de certains d'entre eux à souscrire à la norme spéciale de diffusion des données du FMI, le renforcement des écoles de statistiques et le nombre de professionnels formés et l'adoption des méthodes émergentes dans le domaine des statistiques (enquêtes téléphoniques, imagerie satellitaire, etc.).

# Pour résoudre son déficit énergétique, le Gabon exhume l'accord d'achat d'électricité de Guinée équatoriale

**ENERGIE**

***La question a été abordée entre le président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema et le vice-Premier ministre équato-guinéen en marge du sommet africain de l'énergie de Dar es Salam en Tanzanie le 28 janvier 2025.***

*Par Albert Amougou*

Le président de la Transition gabonaise, Brice Clotaire Oligui Nguema, et le vice-Premier ministre de Guinée équatoriale, Mahoba Messu, ont échangé sur les dessous de l'accord d'achat-vente d'électricité signé en juillet 2023 au Congo entre le Gabon et la Guinée équatoriale. L'entretien qui a eu lieu en marge du sommet africain de l'énergie de Dar Es Salam en Tanzanie le 28 janvier 2025, renseigne la présidence de la République du Gabon, a permis de réveiller cet accord mis en veilleuse depuis plus de 18 mois. Le chef de l'Etat gabonais a indiqué au cours de l'audience accordée à l'officiel équato-guinéen, que celui-ci sera mis en œuvre dans les délais les plus brefs, grâce à l'implication de son homologue Teodoro Obiang Nguema.

Le 07 juillet 2023 à Brazzaville au Congo, le Gabon et la Guinée équatoriale, signaient un contrat d'achat-vente d'énergie électrique entre la Sociedad de Electricidad de Guinea Ecuatorial (SEGESA) et la Société d'eau et d'électricité du Gabon (SEEG), indique un communiqué du concessionnaire gabonais du service public de l'électricité et de l'eau.

L'accord qui a été conclu sous l'égide du Pool Energétique de l'Afrique Centrale (PEAC), qui a joué un rôle de facilitateur, vise le renforcement de l'offre d'électricité sur le Réseau Interconnecté Nord du Gabon. Il précise également les conditions techniques, financières, commerciales et juridiques d'achat et de vente d'énergie électrique entre les deux opérateurs, conformément au marché de l'électricité de l'Afrique centrale.

Il est question, précise la SEEG dans un communiqué, de l'électrification transfrontalière Gabon-Guinée équatoriale. La première phase de ce projet consistera à alimenter la ville frontalière de Bitam au nord du Gabon, à partir de la sous-station d'Ebebiyin en Guinée Equatoriale, à travers la construction d'une ligne moyenne tension de 20 KV, et des équipements associés, ainsi qu'un réseau basse tension dans les villages situés le long du tracé de lignes.

L'interconnexion des réseaux électriques entre le Gabon et la Guinée Equatoriale vise à terme l'électrification des localités de Bitam, Oyem et Médouneu, toutes situées dans la partie septentrionale du Gabon, à partir des localités de Mongomo, Akurenam et Ebebiyin en Guinée Equatoriale.

Les autorités équato-guinéennes soulignent que l'engagement des deux chef d'Etat vise à améliorer l'approvisionnement en énergie électrique du Gabon et à favoriser une intégration énergétique régionale bénéfique. Le Vice-Premier ministre de Guinée équatoriale a également précisé que la Guinée équatoriale, par le biais de son ministre de l'Électricité, serait étroitement impliquée dans le suivi et l'exécution de ce projet.

# Le FMI presse l'Etat d'accélérer la réhabilitation de la Sonara

**CAMEROUN**

***En rendant publique l'approbation de la 7e revue de la Facilité élargie de crédit et du Mécanisme élargi de crédit ainsi que la 2e revue de la Facilité de résilience et de durabilité, l'institution financière internationale souligne les retards observés dans la mise en œuvre des réformes structurelles au Cameroun, et invite les autorités à accélérer la réhabilitation de la raffinerie nationale cette année.***

*SPM*




Le 30 janvier 2025, le FMI a indiqué dans un communiqué que les 7ème et 2ème revue des deux programmes en cours au Cameroun, conclus avec cette institution ont été conclus avec succès. Ce qui, pour le programme de la Facilité élargie de crédit et le Mécanisme élargi de crédit arrivés à échéance en décembre 2024, permet au Cameroun d'obtenir un décaissement de 73 millions de dollars ; et de 45,6 millions de dollars pour la Facilité de résilience et de durabilité. Soit un total de 118 millions de dollars (71,160 milliards de FCFA).

Au-delà de l'analyse de la situation économique du Cameroun, notamment la croissance, la mise en œuvre des réformes et la maîtrise de l'inflation que le FMI pondère à 4,4% en fin d'année 2024, les retards enregistrés dans la mise en œuvre du programme de réformes structurelles inquiète également le Fonds. Aussi estime-t-il que l'atteinte des objectifs ambitieux de la stratégie nationale de développement (SND30), est adossée aux mesures que les autorités prendront pour améliorer la gouvernance du secteur extractif, le climat des affaires, la réforme des entreprises publiques et la gestion des finances publiques.

**Réhabilitation-restructuration de la Sonara**

L'institution de Bretton Woods affiche aussi sa préoccupation face aux lenteurs observées dans la mise en œuvre du plan de restructuration de la société nationale de raffinage, dont les unités ont été soufflées par un incendie en mai 2019. Plus précisément, peut-on lire dans le communiqué du Fonds, la mission qui a séjourné au Cameroun en octobre 2024, « a exhorté les autorités à faire avancer les travaux en suspens depuis longtemps sur le plan de restructuration de la Sonara ».

De fait, pour l'exercice 2025, le gouvernement camerounais envisage plusieurs actions permettant à la raffinerie d'être de nouveau opérationnelle. Il s'agit du lancement des études technico-économiques et financières approfondies ainsi que des études de base pour la réhabilitation de la Sonara. La conduite de ces études avaient déjà été révélées dans un rapport du FMI publié en novembre 2024, dans lequel l'institution annonçait qu'une étude de faisabilité approfondie technico-économique et financière était en cours pour la mise sur pied d'une raffinerie complexe équipée d'une unité d'hydrocraquage. Cette étude inclut également les plans et la conception validés par le président de la République.

**120 milliards FCFA**

***C'est le montant de la dette réglée par la Sonara au 30 juin 2024, sur une enveloppe de 376,7 milliards de Fcfa.***

Le FMI indique par ailleurs que le Comité interministériel pour la réhabilitation de la Sonara a finalisé et validé un plan de restructuration. Toutefois, l'institution précise que l'étude complète de faisabilité technico-économique n'a pas encore été soumise à ses services.

**Un plan de 250 milliards de FCFA**

Le démarrage des travaux de réhabilitation de la Sonara, estimés à 250 milliards de FCFA, avait été annoncé pour 2022 par le Premier ministre, Joseph Dion Nguté, lors de la présentation du programme économique et financier du gouvernement devant les députés, en novembre 2021. Depuis lors, rien n'a été fait. Un nouveau rendez-vous a été pris pour 2024 mais cette fois pour la réalisation d'études. Celles-ci concernaient le projet de réhabilitation-restructuration de cette entreprise. Par la suite, un plan d'actions devant aboutir à la reprise de la production de la raffinerie a été élaboré et transmis au FMI. Dans la foulée, un cabinet d'ingénierie pour la réalisation des études Front End Engineering and Design et d'une assistance à la maîtrise d'ouvrage avait été sélectionné. Ce qui avait donné lieu à la sélection des entreprises américaine Chemex Global LLC, et française Performance Plus Innovation.

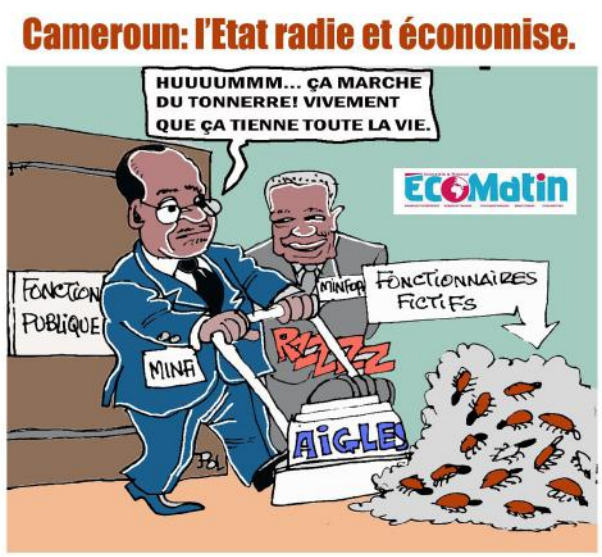
La sortie du FMI intervient au moment où l'Etat annonce, dans le sillage du projet de réhabilitation-restructuration de la raffinerie, avoir mis en place divers mécanismes institutionnels qui permettent de faire face à la pression de ses créanciers. Ainsi, grâce au mécanisme de financement pérenne de ses dettes bancaires et non, la Sonara, sur une dette consolidée à la somme de 376,7 milliards de FCFA en 2021 contractée auprès des établissements de crédit, avait remboursé 120 milliards de FCFA au 30 juin 2024. Quant à sa dette fiscale évaluée au 31 juillet 2021 à 172,9 milliards de FCFA, elle a fait l'objet, assure le ministre des Finances, d'une recapitalisation de 145,4 milliards de FCFA en 2024.

# La radiation de près de 19 000 agents publics fait économiser plus de 65 milliards de Fcfa à l'Etat en 6 ans

**CAMEROUN**

***Selon le ministre camerounais des Finances Louis Paul Motaze, un montant de 14,5 milliards de Fcfa a été reversé au Trésor public au titre des salaires indûment payés auxdits agents publics.***

*Marius Zogo*




65,6 milliards de Fcfa. C'est le montant des économies que l'Etat du Cameroun a réalisées à date dans le cadre de l'opération de Comptage physique des personnels de l'Etat (Coppe). Cette somme a été recouvrée après suspension définitive de 18 584 agents publics entre 2019 et 2024 (6ans). Selon le ministre des Finances Louis Paul Motaze, l'opération Coppe lancée en 2018 (pour se rassurer que les salaires étaient payés au seul personnel qui le méritait), concernait 310 000 agents publics payés cette année-là. Cependant, en 2019, 15 254 ont été suspendus dont 12 546 en activité. Une opération qui a généré des économies budgétaires de l'ordre de 35 milliards de Fcfa.

Après cette phase précontentieuse, le gouvernement a accéléré avec la phase disciplinaire qui lui a permis de recouvrer cette fois-ci, 30,6 milliards de Fcfa au 31 décembre 2024. Au cours de la période indiquée, le Minfi révèle que 3 360 comptes d'agents publics ont été suspendus dans le cadre de l'opération Coppe.

**14,5 milliards de Fcfa récupérés auprès des banques**

Ainsi, le Trésor public a récupéré 14,5 milliards de Fcfa auprès des établissements de crédits. « J'ai émis en 2023, des avis à tiers détenteur collectif à l'adresse des établissements de crédit, en vue du reversement de cette somme au Trésor public. En marge de cette saisine et dans le but de garantir l'efficacité et l'effectivité des reversements attendus, j'ai également commis des équipes de mission chargées du suivi de recouvrement », se félicite le ministre des Finances (Minfi) Louis Paul Motaze. A noter cependant qu'il s'observe ainsi un taux de réalisation de 94% par rapport à une cible de recouvrement de 15,5 milliards de Fcfa soit un manque de 1 milliard de Fcfa. La somme à réinjecter dans les caisses de l'Etat a été révélée par les banques en avril 2020 au terme d'un audit.

Dans sa circulaire relative à la préparation du budget de l'Etat pour le compte de l'exercice 2025, le président de la République Paul Biya a instruit la finalisation au cours de l'année 2025, de la phase de contentieux de l'opération de comptage physique des personnels de l'Etat « par la sortie définitive du fichier solde de l'État de tous les agents publics définitivement reconnus absents et suspendus à cet effet ».

**30,6 milliards FCFA**

***Ce chiffre représente les économies que le Cameroun a réalisées de 2019 à 2024 dans le cadre du comptage physique des agents de l'Etat.***

Bien que le Coppe arrive à son terme, l'Etat va poursuivre l'assainissement du fichier solde. Il compte notamment sur l'entrée en fonction le 1er janvier dernier, l'Application informatique de gestion logique des effectifs et de la solde (Aigles). A en croire Joseph LE, le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Minfopra), « Aigles dans sa conception est prévue pour traquer les absences au poste de travail. Le module gestion de la biométrie, non encore mis en service et dont le paramétrage redémarrage dans les tous prochains jours, permettra d'une part ; d'identifier de manière unique les agents publics au recrutement et d'autre part, de contrôler les présences et l'assiduité des agents publics à leurs postes de travail »

**193 Pays**

**Couverture OACI**

A date, c'est le nombre de pays dans le monde entier dans lesquels l'Organisation de l'aviation civile internationale est présente.

**328 milliards de Fcfa**

**Financement**

C'est le montant qu'a consenti l'UE pour le financement de programmes/projets y compris les projets régionaux au Cameroun à fin 2021.

**5 milliards**

**Enseignement**

C'est le montant qu'a versé le Fonds saoudien de développement pour le projet de construction du Lycée d'enseignement des métiers industriels à Douala.

# Les défis du Camerounais Romain Ekoto à la Direction Régionale pour l'Afrique centrale et de l'Ouest de l'OACI

**AVIATION CIVILE**

***Le nouveau Directeur Régional remplace depuis le mardi 28 janvier dernier le gabonais Prosper Zo'o Minto porté à la tête de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna).***

*Bénédicte Ngono*



Romain Ekoto Ekoto, Directeur Régionale pôle Afrique centrale et Ouest de l'OACI

Romain Ekoto Ekoto est le nouveau Directeur Régionale pôle Afrique centrale et Ouest de de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Dans une correspondance adressée aux membres du Conseil de cette organisation, le 28 janvier 2025, le secrétaire général de l'OACI, Juan Carlos Salazar, a annoncé la nomination de ce quarantenaire de nationalité Camerounais. Romain Ekoto remplace à cet effet Prosper Zo'o Minto porté à la tête de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna).

Grâce à une vingtaine d'années d'expérience dans le secteur de l'aviation civile, Romain Ekoto devra, d'après le Secrétaire général de l'OACI, relever de nombreuses missions notamment le renforcement de la conformité réglementaire, amélioration de la sûreté et la sécurité aériennes, accompagner les États dans l'application des normes internationales. De plus, il devra poursuivre les programmes laissés par son prédécesseur prioritairement le suivi des audits du Programme universel de surveillance de la sécurité (Usoap) et du Programme universel d'audits de sûreté (Usap) de l'OACI ainsi que l'accompagnement des autorités nationales dans la certification des aéroports internationaux.

**Qui est Romain Ekoto ?**

Diplômé de l'école nationale de l'aviation civile de Toulouse, c'est en 2002 que le Camerounais Romain Ekoto Ekoto débute sa carrière dans le domaine de l'aviation civile en tant que responsable de plusieurs projets de transformation pour la digitalisation des outils pour les membres d'équipage au sein de la compagnie aérienne d'Air France. 5 ans plus tard, il se lance dans le freelance en tant qu'agent opérateur sur le terrain au Canada. Puis en 2013, il rejoint à l'OACI et se distingue d'années en années passant par la gestion du programme d'assistance technique de l'OACI, assistant technique et aérien. 11 ans plus tard, il est nommé au poste Chef d'aviation pour la Banque Africaine de Développement (BAD) avant d'être rappelé en 2024 à l'Organisation de l'aviation civile internationale. Et porté au poste de Directeur régional du bureau OACI pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WACAF), basé à Dakar.

**Apport pour le Cameroun**

Créée en 1944, L'Organisation de l'aviation civile internationale est un organisme des Nations Unies qui aide 193 pays dans le monde entier à coopérer et à partager leur ciel au bénéfice de tous, dont le Cameroun. En effet, depuis 10 ans déjà l'OACI accompagne le Cameroun sur le renforcement du secteur aérien principalement matière de sûreté de l'aviation pour contrer les différentes menaces auxquels est confronté le pays. Quand on sait que depuis de nombreuses le pays fait face tels les attaques des groupes terroristes Boko Haram.

De plus, cette nomination peut être bénéfique pour le Cameroun qui souhaite renforcer son leadership et accroître sa visibilité à l'échelle internationale. Pour ce faire le 5 novembre 2024, le ministre des Transports (MINT), Jean Ernest Masséna Ngallè Bibehè, a présidé une réunion préparatoire au Forum mondial pour la facilitation de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) annoncée pour cette année 2025. Le forum vise à évaluer le niveau de mise en œuvre des programmes nationaux de facilitation, à échanger des expériences entre les pays membres, et à proposer des pistes d'amélioration. Le Cameroun devra à cet effet trouver des opportunités pour « valoriser ses contributions et asseoir son rôle de leader régional dans le domaine de l'aviation civile », a confié le Mint.

# L'Arabie saoudite revendique un portefeuille de 79 milliards de Fcfa en 65 ans

**CAMEROUN**

***Cette enveloppe a permis le financement de plusieurs projets se comptant dans les secteurs des infrastructures, de la formation, et de la santé.***

*C.M.B.*

79 milliards de Fcfa (131,92 millions de dollars), c'est le portefeuille du Royaume d'Arabie Saoudite au Cameroun en 65 ans -depuis les années 1960. Cette information a été révélée le 30 janvier 2025 à l'issue d'une rencontre entre le ministre de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat) Alamine Ousmane Mey et le nouvel ambassadeur du royaume d'Arabie Saoudite au Cameroun S.E. Ibrahim Hamid Alghamedi. L'action de l'Arabie saoudite au Cameroun se fait ressentir par le biais du Fonds saoudien de développement CR2E qui «contribue au développement de notre pays par le biais des financements dans les secteurs des infrastructures, de la formation, et de la santé.» explique Alamine Ousmane Mey.

Dans le détail, les financements de l'Arabie saoudite au Cameroun ont permis la réalisation de plusieurs projets. Il s'agit entre notamment des travaux de la construction de : la route Sangmélima-Djoum (tronçon Bikoula-Djoum), de la route Olama-Kribi tronçon Bingambo-Grand Zambi. A cela on peut ajouter le financement à hauteur de 6,5 milliards de Fcfa pour la construction et l'équipement de l'hôpital régional annexe de Mbalmayo dans la région du Centre.

Notons au passage que le soutien de ce royaume arabe prend aussi en compte l'aspect de la dette. L'on se souvient que le 9 février 2022, le Cameroun a bénéficié d'une suspension de remboursement de dette de 1,3 milliards de Fcfa contractée auprès de l'Arabie saoudite. Toujours sur le segment l'encours de la dette du Cameroun en faveur de l'Arabie saoudite à 6,8 milliards de Fcfa à fin septembre 2024 selon la Conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun, publié par la Caisse autonome d'amortissement. Soit 0,2% de la dette bilatérale du pays évaluée à 2 968 milliards de Fcfa à fin septembre 2024. Selon ces chiffres l'Arabie saoudite serait le 9e partenaire bilatérale du Cameroun.

# L'Union européenne agrandit son siège au Cameroun

**INVESTISSEMENT**

***La cérémonie de la pose de la première de cette nouvelle infrastructure s'est tenue le 27 janvier dernier sis à son siège à Yaoundé.***

*Cindy Mbala Betine*




Maquette du nouveau siège de l'UE

Un bâtiment grand, moderne, respectueux des normes environnementales. Ce sont là quelques adjectifs adossés au nouveau bâtiment des services de l'Union européenne (UE) au Cameroun qui verra le jour dans les prochains mois. En effet, la cérémonie de pose de la première pierre de cet édifice qui prendra corps au sein des locaux de l'UE sis au quartier Nlongkak à Yaoundé a été faite le 27 janvier 2024. Cette cérémonie présidée par l'Ambassadeur de l'UE au Cameroun et en Guinée équatoriale Jean-Marc Chataigner, a vu la présence d'officiels camerounais parmi lesquels Alamine Ousmane Mey et Lejeune Mbella Mbella respectivement ministre de l'Economie et ministre des Relations extérieurs. A cette liste de convive s'ajoute des chefs des missions diplomatiques des pays membres de l'Union européenne résidents à Yaoundé.

Avec la construction de ce nouvel édifice, l'UE souhaite donner une nouvelle dimension dans ses rapports avec le Cameroun particulièrement mais aussi avec la Guinée équatoriale et –en termes de coopération- le Gabon et Sao Tomé-et-Principe. «Nous voulons, avec ce projet immobilier, confirmer que l'Union européenne est un partenaire fiable qui s'inscrit dans la durée. La construction de ce nouveau bâtiment traduit notre confiance dans l'avenir de la relation entre l'Union européenne et le Cameroun et notre volonté d'agir ensemble dans l'intérêt commun des citoyens européens et camerounais », a confié Jean-Luc Chataigner lors de la cérémonie.

Il est prévu que la nouvelle bâtisse accueille toutes les représentations des institutions européennes au Cameroun.

Il s'agit ici de la Banque européenne d'investissement, les services de la Commission européenne en charge de l'aide humanitaire et de la protection civile- Echo, etc.

Indiquons par ailleurs que la cérémonie de la pose de la première du nouveau bâtiment de l'UE a marqué le coup d'envoi de la série d'activités consacrées à la célébration du cinquantenaire de l'UE au Cameroun. Ce demi-siècle de coopération entre l'UE et le Cameroun se traduit dans les actes avec un portefeuille estimé à plus de 500 millions d'euros (près de 328 milliards de FCFA) en 2021, pour le financement de programmes/projets y compris les projets régionaux. Ceux-ci se comptent notamment dans les domaines de l'électricité, de la mobilité des biens et des personnes, de la sécurité alimentaires, etc.



# Afriland First Bank

*The Pact with Success*

S'appuyant sur un réseau étendu de correspondants à l'international, Afriland First Bank vous garantit un accompagnement efficace sur les cinq continents. Leader du marché camerounais, elle allie solidité financière, qualité de service et stratégie de croissance durable, afin de mettre sa performance et son expertise au service du financement de l'économie et des projets de ses clients.

SA au Capital de :
F.CFA 50 000 000 000
RC N° : 87R041
Contribuable :
M 1087000000 43 E

Agrément Banque :
00005/MINFI/DCE2
du 20 juin 1987
SWIFT/BIC :
**CCEICMCX**

Siège Social :
1063, Place de
l'Indépendance
Yaoundé-Cameroun
B.P : 11834

Tél. : +237 222 233 068
+237 222 223 734
+237 222 225 837
+237 679 529 970
Fax : +237 222 221 785

E-mail :
firstbank@afrilandfirstbank.com
Site Web :
**www.afrilandfirstbank.com**

qualite@afrilandfirstbank.com
www.afrilandfirstbank.com
222 51 80 50
680 05 80 05

Afriland First Bank